CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 44 – mai-juillet 2015

11e année

PRIX LIBRE

à l'affût des nuisibles **vers une ZAD à Villeranges** 2-3 à l'affût des cafards des citoyens vigilants 4 droits des femmes féminisme et lutte des classes 5 feuilleton les yourtes de Bussière-Boffy 6 soyons cruels milliards de vergogne 7 ZAD partout… une feuille de chou : *le lien* du Mirail 8 soyons modernes perspectives anti-industrielles 9-11 municipalisme et terrorisme pour un Kurdistan sans frontières 12-13 en rangs par deux ! désaaarmes Citoyen ! défais les bataillons 14-15 que faire ? **l'obscurantisme, mode d'éclairage du pouvoir** 16-17 poète contant pour rien levée d'écrou pour Hafed Benotman 18-19 mauvaises lectures les aides à la presse • marchands de travail 20-21 rendez-vous **Fabuleux Destin** • 16e Jardins jeudis de la Spouze • la Naute • le bruit de la musique 22-23 vous êtes cernés **manif nationale à Guéret le 13 juin** • no-mines-land rassemblement contre les mines à Borg-Saint-Georges 24

En route vers la ZAD de Villeranges

(suite du feuilleton sur les projets de mines en Creuse)

Certains nous ont fait la réflexion que* Creuse-Citron*, journal libertaire, parlait plus souvent de problèmes écologiques que de la révolution libertaire et de la grève générale expropriatrice. À l'heure où les luttes syndicales se limitent souvent à revendiquer des augmentations de primes de licenciement, raisonner ainsi c'est ne pas voir qu'un peu partout des luttes nouvelles se développent, dépassant le cadre du travail pour affirmer une vision globalisante de la vie humaine comme « zone à défendre » contre la vie hors-sol que veulent nous imposer les multinationales. Cédric, dans le texte « Quelles perspectives anti-industrielles ? » (dans ce même numéro du journal) souligne ainsi cette évolution : « Le terrain principal des luttes sociales s'est déplacé vers la défense des "territoires" et la lutte contre leur aménagement, leur colonisation par l'État, le capitalisme, et leurs infrastructures ». Raisonner ainsi, c'est ne pas voir aussi que ces luttes s'organisent horizontalement dans des coordinations non-hiérarchisées où il y a autant de porte-parole que de militants, mode organisationnel typiquement libertaire, même si ce qualificatif n'est pas forcément revendiqué.

À cet égard, le collectif Stop mines 23 assume une pratique complètement égalitaire qui se traduit en particulier lors de ses interventions publiques à plusieurs voix.

L'étau se resserre

La Compagnie minière Cominor – La Mancha présidée par Sébastien de Montessus de Ballore-Augier de Crémier a terminé à Lussat (Creuse) sa première phase de travaux de recherches pour l'or en se faisant remarquer. Mercredi 18 février des travaux géophysiques en dehors de la zone de travaux ont été constatés et une plainte a été déposée en préfecture par les associations Sources et Rivières du Limousin et Stop Mines 23.

Cette première phase de travaux terminée fin février, une deuxième déclaration de travaux a été enregistrée par la préfecture début avril et devrait débuter en mai pour une durée de six mois : six kilomètres de forage dans l'arsénopyrite, sur une zone où la ressource en eau est particulièrement sensible (nappe phréatique du bassin de Gouzon, ZNIEFF[1] au bord de la rivière la Voueize), soit une cinquantaine de forages de 50 à 350 m de profondeur. Dominique Delorme, le chargé de communication et directeur des travaux sur le site de Lussat précise que « les sondages ne sont que des petites épingles que l'on plante dans le sol ». Faisons-lui confiance !

Le même Delorme, sur France bleu Creuse le 16 avril, continue à prétendre qu'il n'est pas sûr qu'on trouve de l'or et que tout peut s'arrêter là.

Mais les jeux sont faits

La zone de travaux est centrée sur le secteur des hameaux de Varennes, Les Farges et Villeranges, à Lussat, c'est là que se trouvent 20 tonnes d'or (sur les 30 estimées sur le PER[2]) et des gisements d'antimoine selon les recherches très poussées effectuées par Total compagnie minières dans les années 1990 (voir *Creuse-Citron*, n° 43 p. 16 « De Total à Cominor »).

D'ailleurs, si la Cominor continue sa langue de bois sur le terrain, elle a rassuré ses investisseurs en détaillant intégralement son projet sur son site canadien : demande de concession en 2019 (request for mining licence)[3].

En 1989, Total indiquait que l'exploitation des mines devrait s'étendre à l'extérieur du périmètre de Villeranges et en particulier inclure les gisements du Châtelet. Et, oh surprise, le 8 janvier 2015, le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières, dépendant de l'État) renonçait à la concession de mines d'or du Châtelet : « Par arrêté du ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique en date du 8 janvier 2015, la renonciation totale du Bureau de recherches géologiques et minières à la concession de mines d'or dite du "Châtelet", portant sur tout ou partie du territoire des communes de Budelière, Chambon-sur-Voueize et Évaux-les-Bains, dans le département de la Creuse, est acceptée. En conséquence, il est mis fin à ladite concession et les gisements correspondants sont replacés dans la situation de gisements ouverts aux recherches. » (*Journal officiel* du 18 février 2015). Le BRGM renonçant à cette concession, celle-ci se retrouve à la merci des compagnies minières.

Monsieur Cominor en flagrant délit de manipulation de l'information

Enfin, parlons d'eau potable

Le traitement du minerai aurifère nécessite énormément d'eau et celle disponible dans le périmètre de Villeranges suffisant à peine aux besoins de la population et de l'élevage, que faire ? Nous venons d'apprendre que le périmètre en question allait être approvisionné par les eaux du Cher. Problème résolu : on boira l'eau du Cher et toute l'eau disponible localement pourra être utilisée par la mine, ce qui, entre parenthèses, permettra de passer sous silence les dangers dus à sa pollution par l'exploitation minière.

Au secours !

Le collectif Stop-mines-23 multiplie les réunions d'informations, les projections-débats et autres actions de sensibilisation, sans parler des démarches juridiques parallèles, mais cette vague de contestation peine à prendre de l'ampleur.

Contrairement à des luttes emblématiques comme celle contre la centrale nucléaire de Plogoff dans les années 1970, les élus locaux ne sont pas à nos côtés dans la rue.

Un exemple : lors de la dernière réunion publique à Gouzon, le 2 avril, vingt-trois maires et conseils municipaux étaient invités, deux seulement se sont excusés et seule une conseillère municipale de Domeyrot était présente, le maire de Gouzon, qui avait promis sa participation, ne s'est même pas excusé !

Le Conseil général et le Conseil régional, qui ne sont pas juridiquement concernés, ont voté à l'unanimité des motions contre ce projet minier. Ils se gardent bien de le faire savoir et ça ressemble plutôt à une précaution politicarde : si le vent tourne, on ne pourra pas leur reprocher de ne pas avoir pris position.

Quant aux 7 conseils municipaux directement concernés, le Collectif a entamé en fin d'année dernière une démarche d'information, et de demande de positionnement.

Le conseil municipal de Lépaud ne souhaite pas nous recevoir et estime être déjà bien assez informé.

Celui de Tardes souhaite garder sa « neutralité » tout en nous demandant de « respecter une opinion qui ne sera vraisemblablement pas la vôtre » !

Les membres du conseil municipal de Sannat rencontrés ne sont pas favorables au PER, mais le conseil a voté une motion contre le permis.

Bien que la mairesse d'Auge ait été la première à s'alarmer de l'octroi du PER en écrivant au préfet en novembre 2013, elle ne s'est pas pour autant rapprochée du travail du Collectif et n'a pas répondu à notre courrier.

Le conseil municipal de Bord-Saint-Georges n'a pas non plus répondu à notre courrier, mais la municipalité nous loue sa salle des fêtes pour l'organisation du deuxième rassemblement « No Mines Land » qui aura lieu le 25 juillet 2015, peut-on en déduire une orientation ?

Le conseil municipal de Lussat nous avait reçu le 17 décembre lors d'un conseil exceptionnel convoqué par le maire, M. Bodeau ; sur les 10 conseillers présents, aucun ne s'était exprimé contre le PER, l'un des conseillers nous ayant même fait savoir que s'ils étaient contre, ils n'auraient pas besoin de nous, puisqu'ils ont la FNSEA et la Chambre d'agriculture avec eux... Il faut dire que beaucoup de membres du conseil ont des terrains concernés par le PER, de très grands terrains. Il semble difficile d'obtenir leur confiance quand on n'est pas né sur la commune. À la fin de la rencontre, le maire s'était toutefois engagé à prendre une délibération lors de leur prochaine réunion ; lors de sa réunion du 13 février, le conseil municipal de Lussat n'a pas une seule fois évoqué le sujet du PER de Villeranges...

Le conseil municipal de Chambon-sur-Voueize a été le premier à voter une délibération contre le PER de Villeranges en

mai dernier, nous les avons rencontrés afin de présenter en détail le dossier Total dont il n'avait pas connaissance lors du vote. En prendront-ils la mesure à des fins plus efficaces ?

Bref, pour le moins, beaucoup de tiédeur dans les réactions des élus les plus concernés. Polarisés par la création de quelques emplois précaires (l'exploitation de la mine ne durera pas plus de dix ou vingt ans), ils en oublient tous les emplois qui vont disparaître dans l'agriculture et le tourisme.

Dans ces nouvelles luttes de protection d'un territoire, les élus locaux apparaissent souvent comme des ennemis plutôt que comme des alliés, il suffit de voir ce qui se passe dans l'Isère à Roybon ou dans le Tarn à Sivens. Répétons-le encore : ne comptons pas sur les institutions et les professionnels de la politique pour agir avec nous.

Comment amener plus de monde dans la lutte ?

Le sinistre Macron vient d'inviter (le 1er avril!) toutes les associations environnementalistes à venir discuter avec le gouvernement, le BRGM, et autres compagnies minières comme Variscan... au sein d'un comité de pilotage « Mine Responsable », d'un petit Livre blanc des « bonnes pratiques minières » : l'association Les Amis de la Terre a fait connaître dans un communiqué leur refus de participer à cette mascarade. Dans sa lettre d'invitation, le sinistre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique annonçait clairement la couleur : « La reprise de l'activité minière en métropole est un des axes de la politique industrielle que je conduis », « Dans un contexte de croissance de nos besoins en métaux, la production minière est indispensable pour sécuriser nos approvisionnements ».

Si l'on pense aux seules mines d'or, il faut quand même savoir que 70% de la production est destinée à la bijouterie ! Sans même employer des gros mots comme « décroissance », on pourrait déjà s'intéresser au besoin culturel de briller jaune.

Les projets de mines se multiplient sur tout le territoire. En Sarthe et Mayenne, en Bretagne, en Ariège, des collectifs se développent. Il semble nécessaire de créer un réseau national fédérant tous ceux qui luttent. Le 25 juillet, Stop-mines-23 organise à Bord-Saint-Georges le second rassemblement No mines land contre les mines, en Creuse ou ailleurs. L'idée est d'y réunir des représentants de tous ces collectifs pour essayer de déboucher sur des actions concertées au niveau national, qui dépassent les sempiternelles pétitions et recours juridiques, comme des occupations symboliques de lieux stratégiques ou autres actes de désobéissance active non-violente.

Les pouvoirs publics n'ont qu'une crainte, c'est que des ZAD se développent sur tout le territoire.

Zones à défendre, qui ne sont pas un simple refus du « progrès » et du « développement », mais une affirmation de la possibilité de construire collectivement une vie meilleure sur des bases autres que celles du profit de quelques-uns au détriment du plus grand nombre.

À nous de renforcer cette crainte en montrant que si ce projet n'est pas rapidement abandonné, c'est bien une ZAD qui va se développer ici comme ailleurs.

PATRICK FAURE

1 - Zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique.
2 - Permis exclusif de recherche.
3 - http://www.lamancha.ca/en/operations/france.html#2014-2016-exploration

Pour ceux qui ont internet : stopmines23.fr

La foi, semelle inusable pour qui n'avance pas

Des citoyens vigilants ou des supplétifs des services de renseignements ?

Le mardi 14 avril 2015, le conseil municipal d'Eymoutiers était invité à voter la délibération que vous pouvez lire ci-contre. Les deux représentants de l'association Un territoire en commun auquel j'appartiens, ont lu la déclaration suivante :

Projet de délibération

Monsieur le Maire indique que compte tenu du contexte social que rencontre actuellement notre pays, marqué par divers faits susceptibles de porter atteinte au sentiment d'appartenance à l'unité nationale, Monsieur le Préfet de la Haute-Vienne souhaite qu'un correspondant « citoyenneté » puisse être identifié au sein de chaque conseil municipal. Celui-ci sera plus particulièrement chargé de relayer au plus près du niveau local les informations ou initiatives présentées dans ce domaine.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide de désigner Mme.. ou M…

NOUS NE VOTERONS PAS la délibération proposée pour répondre au souhait du préfet de désigner un « correspondant citoyenneté ». Car nous avons constaté que ces mots fourre-tout, « citoyenneté » et « unité nationale » ont surtout servi à la manipulation politicienne de la juste émotion populaire provoquée par les attentats de janvier. Le dernier exemple en est la loi actuellement en discussion à l'Assemblée, combattue par de nombreuses associations de défense des droits de l'homme : au nom de la lutte antiterroriste, elle tend à instaurer une surveillance généralisée des citoyens. À notre niveau local, nous ne voulons pas participer à cette surveillance généralisée.

Les 17 autres membres du conseil, déférant au « souhait » du préfet, ont désigné une « Correspondante citoyenneté », à laquelle je me permets d'adresser ce petit mot :

« Chère Madame,

Vous vous êtes portée volontaire pour être nommée "correspondante citoyenneté" et vous l'avez été. Je ne doute pas de votre bonne volonté démocratique mais je crains que vous ayez été un peu abusée, à la fois par le fait que l'invention de ces correspondants venait des plus hautes autorités d'un État auquel vous semblez, comme beaucoup, accorder une confiance que je me permets de trouver un peu aveugle, et par le fait aussi que le mot "citoyenneté" fonctionne aujourd'hui comme un fétiche intouchable. Pour tenter de vous faire comprendre les réticences de mes amis du groupe "Un Territoire en Commun", je me permets de vous signaler que je suis un ennemi irréductible de l'unité nationale, entre autres parce qu'en France, comme sur l'ensemble de la planète, il y a une minorité de riches de plus en plus riches et une masse de pauvres toujours plus pauvres, et que les riches ne consentiront à partager l'ensemble des richesses que sous l'effet d'une forte pression qui pourrait prendre toutes sortes de formes peu respectueuses du strict respect de la loi, cette loi fût-elle "citoyenne". Allez-vous pour cela me dénoncer aux Hautes Autorités Préfectorales ?

Les attendus ubuesques de la délibération le donnent en effet à craindre : "compte tenu du contexte social que rencontre actuellement notre pays", au-delà du style amphigourique, qu'est-ce que ça veut dire ? Le "contexte social", pour moi, est surtout marqué par la loi Macron et toutes les lois de destruction du droit social que le pouvoir socialiste met en place dans la continuité du sarkozisme. Ceux qui s'opposeraient à cette évolution sont-ils exposés à des poursuites pour atteinte à l'unité nationale ?

Aucun rapport me direz-vous, il s'agit de sanctionner des comportements qui ne respecteraient pas "l'esprit du 11 janvier", cette unanimité dans l'émotion qui s'est exprimée après les attentats djihadistes, et dont un quarteron de chefs d'État au lourd pedigree, a ensuite pris la tête, sous l'égide d'un slogan inventé par un publicitaire. Quand on voit qui fut la victime de cette exigence d'unité nationale : ados en rébellion, ivrognes énervés, enfants de huit ans ou même simplement prof de philo voulant lancer un débat, on peut nourrir les plus grandes craintes sur l'usage qui risque d'être fait des bonnes volontés comme la vôtre.

Naguère, on s'était, à juste raison, ému du fait qu'un maire d'une commune de 18 000 habitants, à la suite de beaucoup d'autres, eût recruté sans en référer à personne, 200 "référents" pour surveiller les quartiers. Ce genre d'initiative encourageait en effet le développement d'un état d'esprit qui poussait, par exemple, une directrice d'école à signaler les élèves turbulents à la gendarmerie.

Quand on voit qu'en janvier, lors d'une cérémonie des vœux la présidente du conseil général a utilisé l'étiquette "Je suis Charlie" pour faire applaudir la gendarmerie et dénoncer ceux qui avaient osé cadenasser des casernes pour protester contre l'assassinat de Rémy Fraisse, quand on entend à la tribune de l'Assemblée nationale le ministre de l'Intérieur, dans sa défense d'une loi de surveillance généralisée, laisser échapper que la vie privée n'est pas une liberté fondamentale, on a tout à craindre de cette unité nationale que vous êtes chargée de défendre.

Comptez-vous vraiment dénoncer les enfants de huit ans qui ne respecteraient pas une minute de silence, au prochain attentat djihadiste, c'est-à-dire au prochain épisode d'une guerre dans laquelle on nous a engagés sans nous demander notre avis, en Libye, en Irak, en Syrie ou au Mali ?

Je suis bien sûr que vous n'irez pas jusque-là, et c'est pourquoi je me permets de vous présenter ces quelques réflexions. »

SERGE QUADRUPPANI,
conseiller municipal d'Eymoutiers
quadruppani.blogspot.fr

Féminisme et lutte des classes

Limoges, cinéma Le Lido, 10 mars.
À l'occasion de la diffusion du film de Denis Gheerbrant,* On a grèvé *– sur la grève des femmes de chambre de divers hôtels en région parisienne –, voici l'intervention de Joane, militante du Planning familial 87.

Je suis militante au Planning familial 87, ce qui signifie que je suis féministe : qu'est-ce que ça veut dire être féministe ? On entend souvent qu'« être féministe, c'est vouloir prendre la place des hommes, prendre le pouvoir… » Alors je vais citer Claudine Monteil, une des biographes de Simone de Beauvoir : « Le féminisme, c'est une manière de vivre individuellement et de lutter collectivement. »

C'est donc avant tout devenir sujet de sa vie et non plus être un objet de domination, d'exploitation : ne plus être *victime* de violence, *victime* de sexisme, mais devenir un sujet, un être qui vit de plein droit, libre de ses choix.

C'est aussi une manière de lutter collectivement : prendre conscience de l'aspect collectif de sa condition, c'est trouver la force de revendiquer, de porter ensemble un combat, un projet.

Abdelmalek Sayad, sociologue qui a travaillé sur l'immigration algérienne, disait : « Exister, c'est exister politiquement » : eh bien, être féministe, c'est aussi se positionner politiquement comme contestataire, opposé-e à l'ordre social qui impose les inégalités, les violences, l'exploitation, l'absence de liberté, etc.

Je vous ai dit qu'être militante au PF87 faisait de moi une féministe, mais pas uniquement. Je voudrais aller plus loin et vous dire que nous, les militantes et militants du PF, nous inscrivons dans un objectif politique plus global et plus radical.

Est-ce que nous voulons mettre la société à feu et à sang, au sens propre ? Non, mais au sens figuré, oui ! Nous voulons une profonde et radicale transformation de la société, parce qu'il nous semble impossible de satisfaire une once des intérêts de la cause des femmes quand les règles de la société sont les inégalités, les rapports de domination, de concurrence, d'exploitation, le racisme, l'homophobie… qui permettent de garantir un certain ordre social.

Nous voyons bien qu'à de multiples reprises les droits de femmes sont instrumentalisés pour mieux semer la division et non l'unité de tous et toutes. Aujourd'hui plus que jamais, nous voyons que nos droits sont régulièrement remis en question, attaqués : le droit à l'avortement (fermeture des centres de planification, par exemple), le droit des homosexuel-les, le droit au travail (réduire le chômage par le retour à la maison des femmes). Notre cause est régulièrement instrumentalisée comme nous pouvons le voir avec les discours sur le voile, sur la prostitution : je le répète « exister, c'est exister politiquement », c'est donc déjà avoir la parole pour s'exprimer, s'auto-organiser, pour définir ce que nous sommes par nous-mêmes et ce que nous voulons pour nous-mêmes.

N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question.
Simone de Beauvoir

Le combat féministe est un combat pour l'émancipation et ce combat n'est pas l'exclusivité des femmes : ne plus être un objet de domination pour vivre en sujet libre est un projet que j'espère partagé avec les femmes et bien sûr avec les hommes.

En ce sens, les intérêts de la cause des femmes doivent résonner comme les intérêts de tous les opprimé-e-s. Rappelons la phrase de Flora Tristan : « La femme est la prolétaire des prolétaires. » Cela signifie qu'aujourd'hui se battre pour l'égalité professionnelle, c'est se battre pour de meilleures conditions de travail pour toutes et tous ; se battre contre les violences faites aux femmes, c'est se battre contre les violences sociales, économiques, et autres, vécues par tous les opprimé-e-s, au boulot par exemple avec la pénibilité du travail, la concurrence, etc.

C'est donc autour d'un objectif commun que s'articule notre projet, à savoir : construire une autre société.

Vous allez me dire qu'on en est loin. Je vous réponds que nous pouvons changer nos vies dès maintenant. Au PF87, nous travaillons avec des copines parisiennes du collectif Femmes en Lutte 93 qui ont pour mot d'ordre « ni victimes, ni invisibles ». Eh bien, s'emparer des revendications de la cause des femmes et les porter en lien avec les causes de tous les opprimé-e-s, c'est offrir la possibilité de faire s'exprimer plusieurs voix à travers un objectif commun.

Si lutter c'est exister, alors lutter ensemble, c'est exister ensemble, pour nous-mêmes et par nous-mêmes !

Joane Chabassier

Plus de rosaires dans nos ovaires !
(Chili, février 2015)

Dieu n'aime pas le planning familial

Yourtes Bussière-Boffy…

Que sont les Indiens devenus ?

Le 24 février 2015, la Chambre criminelle de la cour de cassation a rendu son verdict concernant le jugement en cour d'appel de Limoges du 14 juin 2013 condamnant au démontage des yourtes de Bussière et les sept personnes à une amende de 500 euros, assortie de 75 euros d'astreintes journalières en cas de maintien sur les lieux… La Cour de Cassation casse et annule ce jugement pour non-respect de la prescription pénale des infractions (qui est de trois ans). L'affaire est renvoyée devant la cour d'appel de Bordeaux (délai d'audience, entre un et deux ans).

Entre-temps, lassées de subir les discriminations municipales, les trois familles se sont exilées temporairement et les yourtes incriminées ont effectivement été démontées.

Le maire, Jean-Paul Barrière, se félicite de leur départ et considère cet arrêt de la cour de cassation comme « un non-événement », avec le même mépris pour l'une des plus hautes juridictions de l'État que pour les familles qu'il a persécutées pendant sept ans.

Il faut se souvenir qu'en 2009, une médiation du sous-préfet de Bellac avait abouti à une régularisation sur le principe de la prescription, les yourtes payaient dès lors une taxe foncière tenant compte d'un bâti à usage d'habitation. Mais en 2010 le maire demande et obtient des services fiscaux la suppression de cette taxe et, après la censure de la loi Loppsi 2 en mars 2011, porte plainte auprès du Procureur pour infraction au code de l'urbanisme.

Le jugement de première instance au TGI de Limoges en décembre 2012 avait cependant relaxé les inculpés de tous les chefs d'inculpation et les juges avaient intelligemment fait le discernement entre une Habitation légère, résidence permanente de ses utilisateurs, et une Habitation légère de loisirs soumise au code de l'urbanisme et du tourisme. Le choix du parquet de Limoges de renvoyer l'affaire en appel était apparu très politique dans le contexte de l'époque.

Pendant que le combat continue sur le front judiciaire, la législation évolue, la loi Alur a transformé un tant soit peu le cadre légal, rendant obligatoire « la prise en compte, sans discriminations, des besoins présents et futurs, de l'ensemble des modes d'habitats ».

De plus, des dispositions permettent l'installation sur des terrains en zone agricole ou naturelle à condition de réversibilité et autorisant l'autonomie vis-à-vis des réseaux (eau, électricité, assainissement, etc.).

Cependant ces dispositions sont en attente d'un décret en Conseil d'État encadrant plus précisément le régime des implantations et Silvia Pinel, qui a remplacé Cécile Duflot au ministère du Logement n'a pas manifesté d'intérêt particulier pour la question.

Pendant ce temps-là…

Et à Bussière-Boffy, pendant ce temps-là, les yourtes démontées et l'association Cultivons l'Avenir ont porté un recours en annulation devant le tribunal administratif contre le Plan local d'urbanisme adopté par le conseil municipal de manière concomitante avec l'adoption de la Loi Alur par le parlement.

Finalement, cette loi voulue par le gouvernement pour réduire les contentieux juridiques ouvre un nouveau champ d'action sur les recours administratifs contre les discriminations à l'encontre des habitats alternatifs.

Très sincèrement, l'association Halem (Habitants de logements éphémères et mobiles) pointe l'inadéquation entre la volonté affichée par le ministère du Logement de Cécile Duflot « d'accompagner le développement de l'Habitat léger » et le cadre très restrictif et inadapté des textes adoptés par le Parlement ou à l'étude au Conseil d'État.

Comme le souligne nos voisins de la DG04* en Wallonie, même si créer un nouveau cadre réglementaire pour l'habitat léger suppose un effort d'imagination et d'adaptation, « interdire ne sert à rien car le besoin ne fait que s'accroître ».

En France, l'absence ou le mal-logement, la précarité résidentielle et l'habitat indigne touchent de manière différente entre trois et dix millions de personnes, les territoires ruraux connaissent une désertification constante associée au processus de gentryfication du rural profond et à l'étalement urbain à proximité des grandes agglomérations, le bâti ancien souffre beaucoup faute de repreneurs et l'on compte plus de deux millions de résidences inoccupées, non compris les résidences secondaires utilisées quelques semaines par an.

Même si les angoisses existentielles des promoteurs et spéculateurs fonciers et immobiliers sont palpables à l'encontre des habitats alternatifs en tant qu'offre concurrentielle, la posture dissuasive ou répressive de l'État et d'une majorité de politiques reste incompréhensible au regard des besoins d'une nation en souffrance.

À Bussière-Boffy, si les yourtes ont disparu du paysage provisoirement, il y a toujours des tipis, des roulottes et des campeurs toute l'année. Malgré l'acharnement du maire et de son équipe, subsiste un mode de vie – chrysalide d'une transformation solidaire.

Paul Lacoste

**Direction générale opérationnelle, Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie. En provenance de Wallonie, voir l'excellent clip de Pang « habitat plume ».*

Milliards de vergogne

Les États disent ne pas disposer de ressources pour en finir avec la faim, l'accès à l'eau potable, au logement ou aux soins. Or, ils volent au secours des banques et stimulent à grands coups de subventions des secteurs de l'économie, présentés hier comme très profitables… En conséquence, des milliards d'humains baignent dans la misère, l'insécurité et la perte de dignité. Quel besoin de verser des louches de pognon sur les policiers, matons ou militaires ? Au centre de ce totalitarisme répressif, qui vise à détricoter solidarité, hospitalité et savoir-vivre, se trouvent les marchands de canons. Focus sur ces « charognards » [1].

Les Profiteurs de guerre[2] ont gobé 1 904 milliards d'€ en 2013 : les dépenses totales pour l'armement atteignent 248 € par habitant de la planète[3].

Contrairement aux bombardements médiatiques des Lagardère & Dassault, les armes asservissent les citoyens, attisent les conflits, aggravent les rapports d'exploitation.

Rappel des coûts par heure : un Rafale 13 000 €, un mirage 11 000 €, le porte-avions Charles-de-Gaulle 50 000 € ; un missile AASM 250 000 € l'unité…

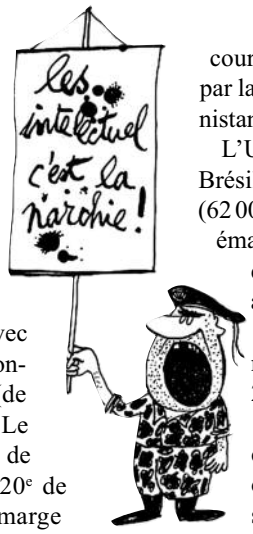
En février 2015, l'annonce de la vente à l'Égypte de 24 Rafale représenterait 5,2 milliards d'€. Le maréchal Sissi, dont l'armée contrôle 60 % de l'économie du pays, est pris en tenailles entre le terrorisme libyen, yéménite et Daech. D'où le financement par le Qatar.

Bon an mal an, les ventes d'armes de la France représentent 5 milliards d'€, soit moins de 1 % du commerce extérieur. Selon la DGA, en 2014, le plafond serait crevé avec 8 milliards. 40 % viendraient d'un contrat surprise avec le Liban, financé par l'Arabie Saoudite (navires patrouilleurs, missiles Mistral, VAB, VBL, hélicos, canons et drones).

Les 15 et 16 avril à Oslo, les gradés ont suivi un forum sur les équipements de soldats et les techniques avancées (SETAF), soit les impacts de la guerre sur les cinq sens pour moderniser les performances : les tueurs ne doivent avoir ni trop chaud ni trop froid !

Pour le SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm), les États-Unis gagnent la course à la mort avec 38 % des dépenses mondiales de l'armement. Ces 723 milliards d'€ servent à noyer l'effet des défaites en Irak et Afghanistan et exportent la guerre partout ailleurs.

La Chine, première armée en effectifs (2,3 millions, soit 0,2 % de la population, à comparer aux 0,8 % en France !), n'est que le 4e vendeur (6 %, 115 milliards d'€) et le 2e acheteur mondial (5 %).



La Russie reste à la 2e place (27 %) grâce à la chute des cours du pétrole et du gaz. Avec l'inflation interne, croit le mécontentement de la population (de moins en moins nombreuse). Le budget des 1 027 000 soldats de l'Armée rouge représente 1/20e de celui du Pentagone (où émarge 1,58 million de militaires). Vu la guerre au Donbass, l'exportation des Sukhoi 30 et super-jet 100 décolle : ces avions sont un tiers moins cher que le F16 américain.

L'Iran brique son armée de 523 000 hommes (8e du monde). Ses missiles anti-aériens russes TOR M1 dissuadent, pour l'instant, les raids aériens israéliens.

Israël, seule puissance nucléaire du Proche-Orient, compte 161 000 soldats (+ 425 000 réservistes + drones + robots armés). Ses massacres de civils en Palestine augmentent le racket de l'armement avec du matériel « testé au combat ».

La Corée du Nord, « menace n° 1 », ne dispose pas d'armes modernes pour ses 1 106 000 soldats. Elle applique la stratégie maoïste du sacrifice des « boucliers humains ». Par contre, la Corée du Sud (687 000 soldats, hors troupes d'occupation américaines) produit et vend des systèmes d'armes sophistiqués. Ce qui explique l'implantation à Jeju d'une base de sous-marins nucléaires et la persécution des objecteurs de conscience.

L'Inde (1 325 000 soldats) et le Pakistan (617 000) sont lancés dans une ruineuse course aux armements, aggravée par la déculottée de l'Otan en Afghanistan.

L'Ukraine (130 000 soldats), le Brésil (328 000) et l'Afrique du Sud (62 000, dont 20 % atteints du sida), émargent sur ce marché, fabricant et achetant de nombreuses armes.

Lors du 51e salon de l'aéronautique du Bourget (15 au 21 juin prochain) sont attendus 139 000 professionnels du crime. Les généraux bouddhistes du Myanmar (406 000 soldats) viendront-ils remplir leur caddy d'avions de chasse ?

À noter en Afrique ravagée par les guerres, les risques d'explosion liés à l'Angolagate. L'enclave pétrolière du Cabinda détient le record du monde d'occupation, avec un militaire pour sept habitants : les généraux angolais feront-ils la foire au Bourget, alléchés par le drone hélicoptère Camcopter ?

L'Érythrée (202 000 soldats, soit autant que l'Italie ou le Maroc, mais là c'est 7 % de sa population !) envoie ses commandos terroristes de la Somalie à la Guinée. Issayas Afeworki, dictateur depuis 1990, adepte d'un service militaire à vie, a déjà fait massacrer plus du vingtième des Érythréen•ne•s : étonnant que l'humaniste sous- préfet de Calais veuille y renvoyer les quelques déserteurs qui tentent de passer la Manche !

René Burget

---

1. Mauricius *in Ce qu'il faut dire*, n° 6, 1917.
2. Brochure, supplément au n° 458 de l'*Union pacifiste*, 3 €, BP 40196, 75624 Paris cedex 13.
3. Rapport 2013 du SIPRI, publié en décembre 2014.

Tract de novembre 2014,
publié dans *Sivens sans retenue*, éd. La Lenteur.

Le lien, Feuille de chou du Mirail en mouvement #1

Raymond Aron disait, dans son analyse de Mai 1968, qu'on avait alors « joué à la révolution », comme on jouerait une pièce de théâtre mais qu'on ne l'avait certainement pas faite. La révolution, un peu plus de quarante ans plus tard, on n'ose même plus dire son nom.

Lors des dernières AG à la fac du Mirail, dans les interventions, il y avait de la rage, de la révolte, de la colère… Pourtant, à bien écouter les revendications, derrière la virulence des interventions, ça ne sentait pas la soif de révolution, bien au contraire… Derrière l'engagement des discours résonnaient le réformisme, la résignation à ne changer que des modalités de l'ordre établi, la demande de réforme tournée vers les maîtres élus, l'affirmation de leur souveraineté, de leur autorité et de leur compétence à résoudre nos problèmes.

La démission d'un ministre ? Qu'est-ce que ça veut dire exactement ? Qu'on veut qu'il soit remplacé par un autre ? Qui croit encore que cela changerait quoi que ce soit ? L'amélioration des conditions d'étude ? À quoi bon si nos universités servent avant tout à nous former, à nous formater en bons petits cadres prêts à aller se vendre sur le marché du travail ?

Améliorations ?

Plus de fric pour les facs et la biodiversité ? Envisager l'argent comme une solution et non comme un problème, voilà qui semble être une manière bien capitaliste d'appréhender la chose.

Par ailleurs, « plus de fric et de meilleures conditions de travail », c'est aussi ce que demandent les policiers qui manifestaient la semaine dernière à Paris… Ça donne à réfléchir.

Chacune de ces revendications, chacune de ces demandes réaffirme notre volonté d'intégration, notre attente envers le système capitaliste et ses dirigeants, notre acceptation d'être dirigé•e•s. Et cette dimension se retrouve logiquement dans les modes d'action : manifestations bien encadrées, pétitions, négociations… qui sont toujours tournées vers les dirigeants et jamais contre eux, jamais sans eux.

Et avant tout, si ces revendications étaient satisfaites par le gouvernement, rentrerions-nous toutes et tous chez nous bien heureu•ses d'avoir gagné, d'avoir été entendu•e•s… mais, à bien y regarder, de n'avoir presque rien changé au grand désastre qui nous entoure ?

Pour certain•e•s, peut-être en recherche de débouchés syndicaux et politiques, ces revendications sont « stratégiques » ou « réalistes » parce qu'elles sont « gagnables », c'est-à-dire recevables par les pouvoirs publics et négociables avec ceux-là.

Mais pour quiconque rejetterait les dirigeants et désirerait autre chose qu'un capitalisme plus juste, de telles revendications ne peuvent conduire qu'à une défaite, et sont en elles-mêmes une défaite, puisqu'elles ne visent qu'à la réforme, puisqu'elles reconnaissent la prédominance de la logique économique, puisqu'elles réaffirment notre attente envers les maîtres.

Se pose alors la question : « Qu'est-ce que pourrait être notre victoire ? »

Depuis deux semaines, on a pu entendre à répétition : « Quel est le lien entre le barrage de Sivens, les violences policières et les conditions d'étude ? » Le slogan « Du fric pour les facs, les lycées et la biodiversité, pas pour la police et l'armée » avait au moins le mérite, avouons-le, de tenter d'apporter une réponse à cette question en créant un lien entre les trois thèmes : l'argent. Il en faudrait plus pour certaines choses et moins pour d'autres.

Si nous faisons face à des problèmes sociaux, environnementaux, politiques, etc., la solution serait d'avoir plus d'argent ou tout du moins une meilleure distribution de celui-ci. Partons du postulat inverse : l'argent n'est pas la solution mais un des problèmes. Le lien entre tout ça, mais aussi entre bien d'autres choses, c'est la transformation en produit de tous les aspects de nos existences et l'expropriation qui l'accompagne. L'économique a envahi nos existences et nous en a dépossédé. De l'enseignement à la « gestion de la nature » en passant par la sécurité, les espaces, les déplacements, les relations, la culture, les opinions, etc., il n'est pas une dimension qui échappe à cette subordination à la logique économique. Si bien que plus aucune d'entre elles ne semble être nôtre, si bien que nous en sommes réduits à les consommer tandis que d'autres les gèrent pour nous, tandis que d'autres gèrent nos existences.

Se réapproprier nos existences

Ainsi, l'enjeu ne serait pas une potentielle augmentation des budgets alloués aux facs et à la biodiversité, mais bel et bien une réappropriation des différentes dimensions de nos existences, à commencer, pour les étudiants, par leurs facs.

Il est temps d'arrêter de demander naïvement à nos dirigeants – pardon, à nos représentants – de bien vouloir respecter notre volonté et de ne pas nous imposer la leur, de bien vouloir nous redonner ce qu'ils nous ont pris.

Il est temps de viser un peu plus loin que des réformes, que des améliorations du système en place pour le rendre plus supportable… et surtout, il est temps de faire par nous-mêmes.

La position passive d'attente et de demande a fait son temps, vient maintenant celui de créer nous-mêmes le changement que nous voulons voir advenir.

Nous n'obtiendrons jamais l'annulation des Grands Projets Inutiles et Imposés en la demandant poliment. Nous ne nous réapproprierons jamais nos facs, nos vies, nos villes et nos territoires en demandant à ceux qui les exploitent de bien vouloir nous les rendre.

S'il y a bien une leçon à tirer des ZAD, c'est qu'en occupant des lieux on peut à la fois s'opposer en actes aux projets et conceptions qui nous sont imposés, et faire émerger, dans les faits, d'autres possibles, d'autres modèles d'existence et les défendre.

Occuper un espace, c'est se le réapproprier, c'est le faire nôtre et y développer une vie collective. Occuper, c'est avant tout se rencontrer et tisser des liens entre ce qui n'était auparavant qu'isolement et inconnu. Occuper, c'est prendre en main nos besoins et réorganiser ensemble nos existences au sein d'un ensemble, pas forcément homogène mais solidaire.

L'occupation est l'ancrage de la lutte dans la quotidienneté. C'est une lutte permanente qui ne s'arrête pas à un moment donné de la journée contrairement à la manifestation qui, elle, commence et se termine à une heure précise. Occuper, c'est donc aussi se donner le temps nécessaire à toute élaboration d'une lutte à travers des discussions, réflexions, débats et même engueulades.

L'occupation n'est pas une demande tournée vers des dirigeants, c'est une affirmation de notre capacité à nous organiser sans eux.

Occupons cette fac, réapproprions-nous notre fac.

Mangeons-y, dormons-y, vivons-y ensemble, afin de nous donner le temps de mettre en place, d'une part, des moyens de nous opposer à ceux qui nous imposent leurs vues et, d'autre part, des moyens de reprendre en main nos existences.

Pour la réappropriation de nos facs, de nos vies et de nos territoires.

Occupation !!

Quelles perspectives anti-industrielles?

Presque plus personne aujourd'hui n'envisage sérieusement la possibilité d'une révolution. Ce mot n'apparaît presque plus dans la « sphère publique » que sous la forme parodique des publicitaires ou des journalistes. Ceux qui prétendent contester l'organisation présente de la société, aussi diverses soient leurs positions, ont en fait renoncé à l'employer – et en tout cas ne conçoivent plus guère comment une telle chose pourrait encore être possible…

Même les divers courants « insurrectionnalistes » parlent bien d'insurrection, ce qui est très différent.

Cette disparition évidemment n'est pas le fruit du hasard ou d'une paresse intellectuelle soudainement si partagée.

Il y a eu une défaite formidable du vieux mouvement révolutionnaire et de son projet.

Sans donner encore une version de cette vieille histoire, je dirai juste que le mouvement ouvrier « potentiellement révolutionnaire » a connu son ultime et apparemment définitive défaite entre la fin des années 1960 et le début des années 1980 – de mai 68 à Solidarnosc, disons.

(À peu près aucun rapport donc avec la « fin du communisme » à l'Est, dont on nous a rebattu les oreilles jadis – la Révolution russe ayant été vaincue au tout début des années 1920).

Aucune perspective sérieuse d'avenir souhaitable n'a pu prendre depuis lors cette place laissée vide.

Pendant ces trente années d'absence, l'histoire de nos sociétés capitalistes et industrielles a continué à dévaler sa pente à un rythme toujours plus effréné.

Et voilà où nous en sommes : une convergence extraordinaire de crises, de menaces, de contradictions insolubles, sur absolument tous les plans ; une société hystérique et dépressive, pourrissant lentement sur pied.

Une insatisfaction et une inquiétude sans doute aussi largement partagées que le conformisme et la passivité.

Presque tous les vieux problèmes de la question sociale sont toujours là ; notamment l'inégalité des classes et la misère, certes un peu modernisée (les pauvres ne meurent plus de faim en Europe, ils s'empoisonnent lentement de « junk food ») ; tout comme le peu de pouvoir sur sa vie et sur l'organisation de la société.

De « nouvelles » et redoutables questions sont venues s'y rajouter, obscurcissant à loisir l'horizon, approfondissant la passivité et la défaite (la « question écologique » en est l'une des traductions officielles, à peu près inutilisable pour penser).

Tout cela évidemment est bien connu ; à moins que cela ne soit en fait si bien installé dans le paysage que cela en acquiert une espèce d'invisibilité : pour voir quelque chose il ne faut pas avoir le nez dessus (ou plutôt dedans). Et parmi tout ce que nous avons perdu avec la défaite de la révolution, il y a notamment la distance historique, il y a le sens de la perspective.

Notes de lecture

Le collectif éditorial des Éditions de la Roue a publié ces dernières années plusieurs ouvrages qui ont pour ambition de mettre en avant des perspectives révolutionnaires appropriées à la situation présente.

Quels sont les ingrédients d'une « perspective révolutionnaire » ?

Schématiquement, je dirais qu'il y faut :

1. d'abord une analyse de la situation sociale et de son histoire,
2. puis un projet, un idéal de fond,
3. également une certaine idée des moyens nécessaires pour, éventuellement, atteindre ou se rapprocher de cet idéal,
4. et enfin une hypothèse des terrains où peuvent s'expérimenter ces moyens et ces idéaux, et se construire le conflit.

Sous leur apparence éclectique, les livres de la Roue s'efforcent de débroussailler le terrain pour élaborer ces différents ingrédients.

Les auteurs se placent dans la continuité de courants critiques (très minoritaires) qui se définissent, depuis une quinzaine d'années, comme « anti-industriels ».

Prendre la mesure de la défaite du vieux mouvement révolutionnaire, analyser les transformations récentes de la société capitaliste, réévaluer l'importance des systèmes techniques contemporains (du nucléaire à l'informatique en passant par les biotechnologies) et la nécessité de leur critique pour tout projet d'émancipation ; telles sont notamment les tâches qu'ont pris en charge ces courants.

Du nucléaire et de la liberté

Le Gouvernement par la peur au temps des catastrophes (Éditions de la Roue, 2013), paru peu après Fukushima, a choisi la « question nucléaire » comme fil conducteur.

* Le premier texte du livre brosse à grands traits la situation sociale, et notamment l'évolution des liens qui unissent l'État, le capital et la société industrielle : une tendance globale à la fusion de ces trois composantes de la domination, mais avec des variations, selon les périodes, quant à la domination relative de l'une des « entités » sur les deux autres.

Il met aussi en avant l'une des idées essentielles que poursuivent les auteurs : le terrain principal des luttes sociales ne peut plus être désormais le travail : il s'est déplacé vers la défense des « territoires » et la lutte contre leur aménagement, leur colonisation par l'État, le capitalisme et leurs infrastructures.

* Le deuxième texte réalise d'abord une synthèse des connaissances disponibles

●●●

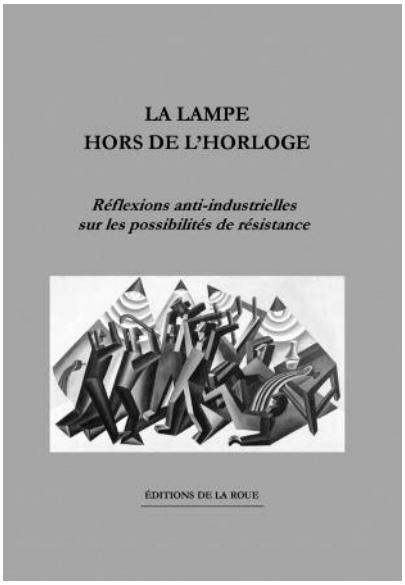
●●●

sur la contamination par les faibles doses de radioactivité – question absolument centrale pour prendre réellement la mesure des conséquences sanitaires de l'industrie nucléaire.

Il propose ensuite une réflexion sur les conséquences proprement sociales de cette industrie, en essayant de qualifier la forme de « servitude volontaire » qu'induit le nucléaire, et comment celui-ci est le point culminant du « totalitarisme industriel » contemporain et de son terrorisme d'État.

C'est dans *La Lampe hors de l'horloge* (Éditions de la Roue, 2014) et notamment dans sa première partie que l'on trouve l'exposé le plus « avancé » de l'idéal social et humain à l'horizon de leur projet révolutionnaire.

Les auteurs reviennent pour cela aux « fondamentaux » de l'anarchisme. S'appuyant sur Élisée Reclus et Gustav Landauer, ils avancent que le seul moteur réel de la révolution, c'est l'aspiration à la



liberté qui est dans le cœur des hommes depuis qu'ils existent, quelles qu'aient été les circonstances historiques et les formes particulières de domination. Selon eux cette source est toujours vive et une révolution reste donc possible.

Le texte revient sur la conception dominante de la révolution et du mouvement historique : une conception progressiste héritée du marxisme, qui attend tout des conditions objectives et de la fatalité historique. Il critique donc « les meilleurs parmi ceux-là » (Rosa Luxembourg, Simone Weil).

La croyance dans la fatale victoire de la classe prolétarienne n'a certes plus beaucoup cours aujourd'hui. Mais la conviction que seuls le progrès technique et le mouvement de l'économie peuvent faire l'histoire l'a remplacée dans les esprits, et est tout aussi nuisible.

L'auteur conclut ainsi son texte : « En matière de révolution, l'individu ne peut rien par lui-même, mais rien d'humain n'est réalisable qui ne procède de son initiative ».

Bien sûr, à partir de là, la question est : comment passer de l'aspiration individuelle à la liberté à un mouvement et une force collective capables d'influer sur l'ordre des choses ; par quels chemins, dans notre situation si défavorable.

C'est à cette question, question des moyens à employer – ce que l'on appelait jadis la « question de l'organisation » que s'efforcent de répondre plusieurs autres textes.

L'organisation aujourd'hui et hier

Le Gouvernement par la peur propose la réédition de plusieurs textes écrits dans le cadre de la brève renaissance des luttes antinucléaires en France après Fukushima.

Est évoquée d'abord la tentative de blocage du train de déchets nucléaires à Valogne – premier exemple d'une action offensive contre le nucléaire ayant impliqué plusieurs centaines de personnes depuis des lustres –, qui plus est avec un certain succès. Puis est abordée l'opposition aux lignes très haute tension dans la Manche, qui s'est cristallisée avec le camp du Chefresne, débouchant sur une répression policière féroce.

Ces textes décrivent les formes d'organisation qui ont eu cours dans ces oppositions, que l'on pourrait résumer par « l'horizontalisme », la recherche de coordinations non-hiérarchiques de personnes ou de groupes affinitaires, sur une base d'accords parfois très minimale et généralement provisoire, essentiellement orientée vers une action ou un but précis.

Les auteurs relèvent que la distance est grande entre cet horizontalisme et la constitution durable de collectifs politiques authentiquement démocratiques. Ils notent la difficulté que se créent une continuité et une transmission d'une opposition à l'autre, que se construise donc vraiment quelque chose par-delà les victoires ou défaites particulières.

Ils insistent sur le danger d'un fétichisme de l'action, voire de la violence, pour elles-mêmes, et constatent la résurgence de pratiques de manipulation qui étaient coutumières du vieux gauchisme.

Ils relèvent enfin le risque d'une simple juxtaposition de positions différentes sans réels débats de fond et donc sans élaboration collective, sans « progrès dans les mots, les idées, les têtes », risque grandement favorisé par la généralisation de l'usage d'Internet comme médiation centrale entre les opposants.

On peut sans trop de risque extrapoler à partir de ces remarques un tableau plus général de beaucoup de luttes récentes.

En contrepoint de ces analyses du présent, La Roue donne à lire une réédition de la *Plate-forme du Comité « Irradiés de tous les pays, unissons-nous »* (1987). Ce texte était à son époque une tentative de reprendre le meilleur de la vieille tradition révolutionnaire pour l'utiliser dans un contexte différent.

La situation actuelle est certes encore absolument différente de 1987, notamment parce que les opposants d'aujourd'hui se reconnaîtront encore moins qu'à l'époque dans cette affirmation en quelque sorte « classique » de la démocratie directe, très loin d'eux et de tout ce qu'ils ont eu l'occasion de rencontrer.

Ces textes peuvent aider à formuler plus clairement les problèmes d'aujourd'hui : comment s'organiser de façon démocratique, non-hiérarchique, avec une exigence de rigueur suffisante… mais pas non plus excessive ; sans exiger au préalable une cohérence théorique ou organisationnelle qui n'est pas là, mais sans se contenter de ce point de départ, en discutant et élaborant pour devenir, dans le mouvement, plus intelligents et conséquents collectivement.

On pourrait faire remarquer qu'il y a quelque chose d'irréel à discuter de comment il convient de s'organiser, alors que le problème principal et flagrant c'est d'abord la faiblesse, le nombre dérisoire des opposants à cette société, leur peu de prise sur la réalité (et aussi leur faiblesse « qualitative », leur confusion).

Mais les questions organisationnelles se sont aussi, déjà, posées en ces termes : comment de petites minorités peuvent avoir malgré tout une influence sur la situation. De telles minorités existent aujourd'hui, et pour elles se posent bien la question de quoi et comment faire.

Le livre se termine par la réédition de divers articles parus dans la revue dudit comité « Irradiés » au début des années

1990, d'une actualité étonnante notamment par leur analyse critique précoce de l'écologisme et de la relation gestionnaire avec la nature qu'il présuppose ; bien avant que celui-ci ne soit devenu l'une des idéologies principales de l'État et du capitalisme contemporain.

Démocratie directe…

La majorité des théories critiques, influencées par le marxisme et plus généralement le progressisme, ont basé leurs espoirs sur les phénomènes sociaux les plus modernes : l'industrialisation et le développement technique en général, ainsi que les nouvelles classes sociales que ces derniers ont « produits » : la classe ouvrière naguère, aujourd'hui le « néoprolétariat intellectuel » du « capitalisme dématérialisé » ou la jeunesse exclue des banlieues.

À l'opposé, une caractéristique des courants anti-industriels est qu'ils n'ont pas craint de porter leur attention, voire de chercher leur inspiration, dans des réalités historiques disparues ou grandement menacées par le cours de l'histoire : qu'il s'agisse de qualités humaines ou de classes sociales, comme l'artisanat et la paysannerie.

C'est à « aller au fond du connu pour chercher le nouveau » que s'emploie le collectif de « la Roue » dans le dernier texte de *La Lampe hors de l'horloge* (2014).

« De la démocratie villageoise à la démocratie directe » a pour ambition de préciser à partir de l'exemple ancien de la paysannerie, les contours d'un idéal social valable aujourd'hui.

Le premier intérêt du texte est de refuser la manière commune de parler de la paysannerie : il ne s'agit pas ici d'opposer au présent en général un passé vague et générique, ni de prôner face à la société ou la civilisation un retour à la nature qu'incarneraient « les paysans ».

Les sociétés paysannes ont une histoire et se transforment, elles appartiennent et interagissent avec l'histoire de l'ensemble de la société.

La démocratie villageoise et ses institutions ne sont donc pas un donné éternel de la paysannerie.

Il s'agit plutôt de tendances récurrentes, dont l'apogée puis le déclin en Europe appartiennent à une histoire déjà ancienne :

Elle apparaît avec le passage progressif, à la fin de l'Empire romain, d'institutions fondées sur la famille élargie et le lignage, vers des communautés fondées sur l'appartenance à un même territoire (du « droit du sang » au « droit du sol »).

Ces nouvelles institutions et ce nouveau droit coutumier s'épanouiront, *grosso modo*, entre l'an mil, et la peste noire (milieu du XIII^e^ siècle) puis la guerre de Cent ans (du milieu du XIV^e^ au milieu au XV^e^ siècle) : « La civilisation paysanne n'eut qu'un court moment pour montrer ce qu'elle aurait pu être. »

Elles continueront cependant à jouer un rôle essentiel dans l'histoire européenne au moins jusqu'au XIX^e^ siècle, résistant sourdement ou violemment à l'emprise croissante des États et des classes capitalistes en formation.

Le texte rappelle que la persistance de ces institutions coutumières était encore assez vive à la fin du XIX^e^ siècle pour animer les espoirs des révolutionnaires russes de l'époque, et que ces communautés furent aussi le terreau de l'anarchisme espagnol et de la grande révolution de 1936-1937.

Les auteurs tentent de décrire la forme particulière de liberté propre à cette démocratie villageoise ; ils illustrent la créativité remarquable qui caractérise la vie sociale médiévale, avant la glaciation opérée par l'avènement de l'État centralisateur : « la forme du Moyen-Âge, ce n'était pas l'État, mais la société, une société des sociétés » (Landauer) ; avec en son cœur le principe fédératif, « une totalité vivante sans autorité centralisatrice ».

Nous en apprenons ainsi sur la richesse du droit coutumier et la diversité des formes possibles de délibération ou de contrainte collective, ou encore sur les multiples formes de propriétés, loin des oppositions binaires propriété individuelle/collective (ou privée/communiste).

En point de fuite de ce tableau historique, les auteurs évoquent les épisodes marquants des révolutions vaincues du XX^e^ siècle, puis enfin notre présent immédiat, et les questions que posent aujourd'hui les perspectives de la démocratie directe.

Les auteurs rappellent que « la démocratie directe n'est ni une technique de prise de parole ni une vague assemblée où les propos se valent et s'annulent » et que « si l'on ne réduit pas la révolution à une date, un coup de force, un moment unique où tout bascule, mais qu'on la considère comme un chemin jalonné de moments décisifs, alors [la révolution est] le processus d'auto-éducation dont la démocratie directe est à la fois l'instrument et le réceptacle ».

Ils abordent l'intérêt et les limites des divers mouvements des « Indignés », et plus particulièrement le mouvement américain Occupy Wall Street et ses suites.

Le texte poursuit par une évocation des tentatives d'autonomie individuelles et collectives regroupées communément sous le vocable d'« alternatives », et sur les impasses qui les menacent si elles oublient que « ce n'est pas le résultat et donc l'échec qui compte, mais le processus ; lui seul laisse une trace, peut-être suivie par d'autres et par la partie de ceux qui, dans le cours du mouvement, auront effectivement gagné en autonomie ».

Il invite donc les luttes du présent à « se considérer comme le moment fragile d'un long chemin désintoxiquant ».

Le texte conclut par un éloge de la lutte menée à Notre-Dame- des-Landes, principal exemple à ce jour en France, d'une « défense du territoire qui devient effectivement le moment et le lieu d'une critique, sur terre, de la vie hors sol que produit l'organisation sociale en général » et dont les mérites sont aussi, en dehors de sa durée et de sa victoire provisoire, de commencer à poser les problèmes qui apparaissent à l'intérieur de toute opposition, et de comprendre comment ils sont influencés par le monde qui les entoure.

[À suivre]

CÉDRIC

Pour un Kurdistan sans frontières

Les armes n'arrêtent pas de tuer au Moyen-Orient, au nom du Califat pour les sunnites, de l'ayatollah pour les chiites, de la « démocratie » pour l'impérialisme. Quelques millions de Kurdes au Rojava tentent de résister et de créer une société laïque, égalitaire et démocratique : l'espoir ?

Il était une fois… les Mèdes

Le peuple sans État le plus nombreux de la planète est constitué de 40 millions de Kurdes. Descendants des Mèdes en Perse, leur culture s'est perpétuée depuis 8 000 ans dans cette zone de haut-relief : « Les Kurdes n'ont pas d'amis, sauf les montagnes » dit un de leurs proverbes. Pendant la Première Guerre mondiale, la Triple Entente avait fait miroiter la perspective d'un État arabe et d'un État kurde pour les encourager à se révolter contre l'Empire ottoman, alors aux côtés de l'Allemagne. Promesses non tenues, puisque la France et le Royaume-Uni se répartissent l'influence sur les 9 « vilayets » (régions), avant la constitution d'États qui oppriment leur minorité kurde (Irak, Syrie, Turquie, Iran). Les conflits entre États, les affrontements entre chiites et sunnites, les rivalités entre impérialismes ont permis aux Kurdes de reprendre l'initiative. Ainsi, l'effondrement du régime sunnite de Saddam Hussein en 2003 fut facilité pour les Américains par l'appui de combattants peshmergas kurdes au Nord-Est, région qui contient des réserves importantes de pétrole. Un gouvernement autonome kurde s'y est mis en place.

Du communalisme libertaire

En Syrie, à Kobané, la résistance kurde à l'Organisation de l'État islamique (Daech) a attiré l'attention sur les réalisations de l'autonomie démocratique. Ce système est inspiré par Abdullah Öcalan, fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Emprisonné depuis 1999 en Turquie, il lit beaucoup, particulièrement les textes de Murray Bookchin sur le municipalisme libertaire. Il correspond avec lui jusqu'à la mort de ce dernier, en 2006. Pour cet anarchiste américain, ce système pourrait se développer parallèlement à l'État, en attendant de le remplacer par une Confédération de communes libres : dans villages et quartiers, des groupes de voisinage prennent les décisions sur le plan social, culturel, économique et, pour des niveaux plus larges (ville, région, etc.), se coordonnent par des délégués élus et révocables.

De telles assemblées populaires (mir, vetché) ont existé en Slavie orientale (voir *Creuse Citron*, n° 43). Aujourd'hui, ce communalisme est pratiqué par les zapatistes, avec trois niveaux de décision (village, commune autonome, « caracol » régional). En Europe, depuis 1992, des militants libertaires animent, à Spezzaro Albanese en Calabre, une Fédération municipale de base, dont la démocratie directe est une alternative à la délégation de pouvoir des institutions municipales : « Ces structures auto organisées préfigurent la Société de l'autogestion. »

En 1996, Bookchin affirmait :

« *Le municipalisme libertaire, comme les grèves et particulièrement les grèves avec occupation, participe de l'action directe car les gens agissent directement sur la société. C'est aussi un processus d'une culture politique, les gens doivent être préparés pour un jour changer la société pour qu'elle soit libertaire et communaliste.* »

En ce sens, les grands mouvements sociaux actuels (Indignados, Occupy Wall Street) avec assemblée générale, mandatement, délégués révocables, fédéralisme, renvoient aux poubelles de l'Histoire les pratiques marxistes-léninistes : pour aller vers une autre société, le chemin est aussi important que le but.

Le marxisme-léninisme est-il soluble dans le fédéralisme ?

En 1978, Öcalan forme le PKK, un mouvement marxiste-léniniste de guérilla, en opposition armée avec la Turquie depuis 1984. La chute de l'URSS l'amène à abandonner la glose léniniste, remplacée par des termes tels qu'émancipation individuelle, femme libre, harmonie avec la nature. À partir de 2005, est adopté le Confédéralisme démocratique, qui rejette « le nationalisme, idéologie rétrograde et réactionnaire » et la prise de pouvoir : « *On peut se passer de l'État afin de construire un Kurdistan fondé sur des communes devenues plus autonomes.* »

Même si certains mettent en doute la sincérité de ces déclarations, elles vont permettre à de nombreux Kurdes de les mettre en pratique.

En Turquie, les élections municipales de 2009 donnent la majorité aux Kurdes dans environ 100 mairies et huit provinces (11 en 2014). Cela leur permet d'expérimenter une participation réelle des habitants aux décisions les concernant, ainsi que la présence de nombreuses femmes aux responsabilités.

En Syrie, il faudra attendre le début du Printemps syrien en mars 2011 pour voir l'étau du régime baassiste d'Assad sur le Rojava se desserrer. Cette région, peuplée majoritairement de Kurdes, située au Nord le long de la frontière turque, comprend trois zones : Afrin à l'Ouest, Kobané au Centre, Jezireh à l'Est. Elle sert uniquement de source de matières premières : pas de moulins pour le blé, pas de raffineries pour le pétrole. Niant l'identité kurde, l'État a imposé une arabisation, privant de leur citoyenneté syrienne ceux qui se rebellaient. Le parti frère du PKK, l'Union des partis démocratiques (PYD), au début de la guerre opposant l'armée et les milices au service d'Assad à l'Armée syrienne libre (ASL), refuse de choisir entre un régime qui les opprime et une opposition, à majorité islamiste, appuyée par la Turquie et les USA. De son côté, Assad retire l'essentiel de ses troupes du Rojava, les concentrant plus au Sud, et son administration quitte les lieux. La tentative de mise en place de l'autogestion démocratique va pouvoir démarrer.

Révolution ou évolutions ?

Pour assurer la sécurité contre les menaces extérieures, les Unités de protection du peuple (YPG) sont constituées de groupes d'une trentaine de volontaires, qui élisent

leurs chefs. Leurs effectifs sont de 40 000 combattants, dont 40 % de femmes.

La sécurité civile est prise en charge par les Assayis, volontaires qui suivent des stages, notamment sur l'action non-violente, l'objectif étant que beaucoup suivent ces stages afin de supprimer les Assayis : « *Nous ne sommes pas une police, car la police c'est l'État, nous sommes la Société.* »

Partout, dans les villages et quartiers, se créent des assemblées ouvertes à tous et pratiquant la démocratie directe pour prendre les décisions concernant la santé, l'éducation, l'économie. La coordination se fait par des délégués révocables se réunissant dans des Maisons du peuple. L'ensemble s'appelle le Mouvement de la Société de la démocratie (Tev-Dam). Les premières mesures sont l'abolition de la peine de mort et la dissolution de la police secrète.

En janvier 2014, pour mieux exécuter les décisions prises par le Tev-Dam, sont élus les membres (40 % de femmes) de l'Autogestion démocratique (DSA), composée de Kurdes, d'Arabes, d'Assyriens, musulmans, chrétiens, yézidis… De nombreux textes sont adoptés, notamment : interdiction de mariage pour les personnes de moins de 18 ans, interdiction de la polygamie, protection des droits des femmes et des enfants, égalité entre les hommes et les femmes, reconnaissance de toutes les langues parlées (kurde, arabe, syrien). Un Contrat social est approuvé :

« *L'autogestion démocratique n'accepte pas les concepts de nationalisme, d'armée ou de religion d'État, de pouvoir central, mais est ouverte à des forces compatibles avec les traditions de la démocratie et du pluralisme, ouvertes à tous les groupes sociaux et identités culturelles.* »

Ainsi le Rojava aspire à faire exister la tolérance et le pluralisme dans une partie du monde qui a souvent connu le fanatisme et la répression.

Dans le domaine de l'éducation, les élèves apprennent à penser par eux-mêmes, à prendre des décisions, à échanger entre eux. Des académies organisent dans les quartiers des forums de discussion, des séminaires, développent une culture de rue. Dans cette région essentiellement agricole, des innovations sont expérimentées pour les pâturages, l'eau, la production biologique. Plus généralement, l'objectif est de construire une économie communautaire en créant des coopératives dans différents secteurs.

L'espoir ?

Beaucoup de vautours menacent le Rojava. Les plus féroces sont les islamistes de Daech, dont l'expansion se nourrit des frustations des sunnites marginalisés par les régimes syrien et irakien. Lorsqu'ils atteignent Kobané, les milices kurdes doivent résister avec des armes légères à des canons et des chars. Massud Hamid, journaliste syrien, rapporte des témoignages : « J'ai été obligée de prendre les armes parce que les islamistes veulent nous ramener au Moyen Âge et réduire les femmes en esclavage », « Il faut détruire Daech, cette société terroriste, aider les laïcs, ceux qui veulent vivre ensemble. » Pour les djihadistes, être vaincus « par une bande de féministes » constitue l'humiliation suprême.

Janet Biehl, collaboratrice de Murray Bookchin, souligne :

« *Dans cette partie du monde être née femme, c'est courir le risque d'abus violents, le mariage dès l'enfance, la polygamie. La révolution des femmes a profondément transformé leur statut, mais aussi tous les aspects de la société.* »

Les dangers sont aussi internes : les élus de la DSA resteront-ils sous le contrôle du Tev-Dam ? Les anciens cadres du PKK, rompus aux méthodes marxistes-léninistes, accepteront-ils une démocratie directe qui tire l'essentiel de sa force des femmes et des jeunes ? La figure omniprésente d'Öcalan ne se prête-t-elle pas au culte de la personnalité ?

Le mouvement anarchiste, conscient de ces interrogations, apporte son soutien aux réalisations concrètes engagées : collectif Anarchistes solidaires du Rojava en France, réseau international « Forum anarchiste du Kurdistan ». Les compagnons turcs de l'Action anarchiste révolutionnaire (DAF) ont notamment servi de boucliers humains à la frontière avec le Rojava, pour arrêter l'aide à Daech venant de Turquie et permettre aux civils kurdes de s'y réfugier. L'anthropologue anarchiste David Graeber sur le Rojava :

« *Les capitalistes ont fait de puissants efforts ces quarante dernières années pour convaincre les gens que le système économique actuel est le seul possible. S'il est démontré qu'une société véritablement égalitaire et démocratique est possible, cela va probablement transformer la sensation des gens sur les possibilités humaines.* »

Élan noir

1. Anarchistes solidaires du Rojava : http://rojavasolidarite.noblogs.org/

2. Les 9 février et 16 mars 2015, sur Radio libertaire, l'émission Trous noir a rencontré Čem, anarchiste kurde ; Paul, anarchiste solidaire ; Félix, géographe ; Massud, journaliste. À réécouter sur http://trousnoirs-radio-libertaire.org/

Désaaarmes Citoyen ! Défais les bataillons ! Qu'aucun sang impur n'abreuve nos sillons ! (C'est quoi un sang pur ?)

Faut mener un combat impitoyable contre le trafic d'armes ! Eh ben, je suis d'accord et je dis, chiche !

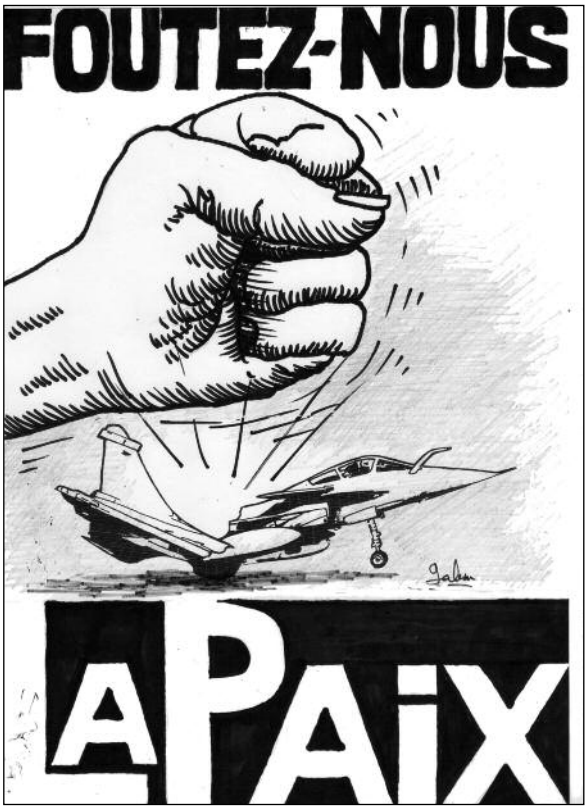
Le grand Vizir, à la chambre, s'est énervé tout rouge pour dénoncer ce trafic honteux. Sa Béatitude le Soleil du Matin Rose, le grand Mamamouchi élyséen, lors d'une de ces conférences dont il a le secret, euh… je dis… que… euh… je serais, euh… impitoyable, euh, contre… euh… je veux dire, euh… le trafic des armes… euh… Et pendant ce temps personne ne leur dit rien ? Faut bien qu'j'm'y colle ! Alors, par exemple dans les gares. Partout en France ! Il y a des dealers qui baguenaudent avec leur camelote en porte-couilles, même pas planquée, quelle arrogance ! Je sais, ça n'est pas nouveau que les gares et autres aéroports servent de plaques tournantes à toutes sortes de trafics, mais là, tellement sûrs d'eux, qu'ils ne se cachent même plus, il y a vraiment des zones de non-droit flagrantes dans ce pays. Ailleurs. Près de Paris. En banlieue, évidemment ! Comme tu t'en doutes ? (Putain, je vais trouver de l'embauche au *Figaro* ou médiapart, ça démarre bien cet article de balance) ; dans une zone de non-droit, où résideraient environ 5 à 6 000 personnes avec femmes et enfants. Même les forces de police n'y pénètrent jamais dans ces quartiers, voire pire, ils semblent les protéger, c'est dire l'ampleur du complot ! Il y aurait, faut parler au conditionnel tant c'est l'omerta là-bas, en pleine campagne, des terrains fortement grillagés qui serviraient de lieux d'entraînements aux armes lourdes de tout ordre et à la barbe des autorités de ce pays. La France a peur ! Elle a raison ! Déjà à Paris, le 7 janvier de cette année, et même si le gouvernement et les médias ont maquillé les chiffres, ce sont bien 20 personnes et non 17 qui furent abattues par armes à feu.

Armes volantes tueuses massives

J'en reviens à cette banlieue, personne n'en parle ! Trop loin de Marseille ? Chaque deux années, presque au vu et aux su de tout le monde, se tient le plus grand marché d'armes qui soit ! Venues du monde entier, toutes les mafias rassemblées viennent exposer leurs merdes tueuses. Il y aurait là, même la présence des Parrains ? Que font les pouvoirs publics ? T'y fais un gros coup de filet t'as gagné le cocotier, tu serres toute la bande. Bon tant pis, quitte à balancer, j'y vais : ce truc, cette plaque tournante du trafic international a lieu dans un bled d'une sombre banlieue du nom de Satory et les ignobles traficoteurs pètent pas la honte ; ils appellent, dans leur jargon codé, l'Eurosatory.

Autre banlieue sordide, autre fricotage d'armes volantes tueuses massives, c'est Le Bourget ça s'appelle, pas mal non plus ! Très naïvement… très connement tu dis ? Ah oui peut-être aussi ? Je me dis que je devrais glisser à l'oreille du petit teigneux de Matignon que si t'es contre le trafic des armes, ben tu arrêtes d'en fabriquer, pis voilà, non ?

Je vois déjà le regard courroucé des Cégétistes réunis, eux si prompts à défiler contre les guerres d'ici ou de là-bas, tout soupe-au-lait qu'ils sont, fourbirent banderoles et fumigènes de fouteballe, tant ils dégoupillent quand tu touches à l'emploi guerrier. C'est compliqué militant syndicaliste, t'es contre la guerre, mais t'es pour fabriquer des armes pourvoyeuses d'emplois, alors tu gueules pour les deux et voilà, le tour est joué, pas d'état d'âme comme ça ! Non à la guerre ! Non à la fermeture des usines guerrières ! Des fois tout ça dans la même foulée (engagé, c'est choisir, militant c'est obéir !). Une bonne guerre aussi ça crée des emplois, regarde les Allemands, pour le mur de l'Atlantique, ils en ont donné de l'emploi à tout-va pour le BTP français ! Je me disperse, m'éparpille, revenons à nos flingots !



L'autre fois, le sorcier pluvieux de l'Élysée avait l'air d'atteindre une espèce d'orgasme parce qu'il avait réussi à fourguer des machins volants, fait pour tuer lâchement les petites gens de par terre, à un pays on ne peut plus stable et dont le populo baigne dans l'opulence, l'Égypte. Il est vrai que, président de la République, c'est pas mal, mais meilleur représentant-placier de la décennie chez Dassault, ça, ça a une sacrée gueule ! Si tout va bien dans la foulée il va en fourguer à l'Inde, dont on sait que c'est dirigé de main de maître par un démocrate despotique, misogyne et xénophobe ; comme en d'autres temps la France fourbissait joyeusement ce genre de saloperies à un chef irakien, un autre syrien ou libyen et bien d'autres ailleurs, tous devenus caca-boudin un beau jour ?

Je pense que ce mec a un problème, parce qu'aimer les pluies de bombes à ce point je trouve bizarre ? Bon, ces aéroplanes guerriers sont invendables et nous coûtent depuis des années la peau des fesses, à chacun d'entre-nous, mais de là à en vendre à tour de bras, après faut pas se plaindre si ça sert à tuer n'importe qui ! Je te vends des armes, mais t'es gentil tu ne les utilises que pour la paix ! Quand tu aimes la paix entre les individus et que tu vends des trucs pour tuer, c'est comme si t'es contre la cigarette et que tu ouvres un bureau de tabac, ou vegan et que tu bâtis un abattoir, t'as pas envie d'y croire ! Ah si ? Ça te choque pas toi ? Je me sens bien seul d'un coup, la vie ne serait donc qu'une longue vallée de l'arme ? Tiens à propos d'armes de destructions massives des cervelles…

Les religions, c'est comme les syndicats, moins il y d'adhérents et plus on leur demande leur avis !

Tu vas voir que sans tarder, d'obscurantistes, elles vont devenir partenaires sociaux, elles aussi ! Soit à tour de rôle, soit ensemble, elles viennent nous imposer leur propagande. Invitées, il est vrai, par les politiques et les médias qui voudraient nous faire croire qu'en dehors d'elles pas de liberté possible et bien entendu que tous les extrémismes ne sont que fourbes lectures et interprétations farceuses. Quand je vois leur regard aussi franc que celui de l'âne qui recule, j'en viens à me dire que je préfère les radicalisés de leur secte, au moins eux c'est clair, t'es pas de mon bord, bing ! Tandis que les télévisés, emplis de leur componction gluante peu ragoûtante, ils arborent des tronches de représentant d'aspirateur au porte-à-porte, ça renifle l'arnaque. Berk ! Pouah ! La gerbe ! Oser les accuser de propager une violence inhérente à leurs dogmes est une vision malveillante, et que quelques allumés du bulbe en mal de reconnaissance ou de je ne sais de quel repaire socioculturel les mettent en pratique n'est que le fruit d'une minorité de paumés. Je veux dire que, quand j'oïs certains croyants pratiquants prétendre que ceux qui font ça, c'est pas ma religion, l'amusant dans l'affaire c'est que, précisément, ceux qui font ça, disent que c'est au nom de la même religion qu'ils font ça, qui croire ? Aussi crétin que de prétendre que ce ne serait pas des êtres humains, ben si, c'en sont.

Amalgame encore, laisser croire que l'athéisme et la laïcité, ce serait suspect, je m'élève en faux. Bien sûr qu'il y a des récupérateurs minables qui propagent leurs mensonges déguisés en prétendue liberté de pensée, mais c'est pas parce que des fâcheux fachos boivent du pinard que je vais arrêter d'en boire pour ne pas être comme eux, merde ! Non, le fait d'être athée n'est pas un signe de rejet de telle ou telle population, ni non plus du racisme, de la xénophobie et de je ne sais quels anti. Trop facile les mecs ! Je leur dis juste un truc, si respect nous devrions avoir envers elles (les religions), ça ne s'impose pas par la force et la terreur. Ils sont aussi lamentables que ceux qui prétendent que le capitalisme n'est en rien responsable des misères infligées aux populations, que c'est juste manière de péter dans la soie ? Aussi faux derche que de prétendre que l'on fabrique des armes pour que jamais personne ne les utilise, ou bien que ceux qui le font sont rien qu'à être des gros vilains et qu'on va les gronder très fort à l'ONU, pour leur apprendre à lire le mode d'emploi et dire qu'ils se trompent, déviant ainsi l'intention initiale qui est d'imposer la paix sur terre aux bonnes volontés a coups de flingots ? Arrêtons les blablas ! Je me contrefiche du petit individu qui se cherche une immortalité hypothétique par une croyance, mais ceux qui bourrent les crânes pour asservir, ceux-là oui, il faut les dénoncer sans cesse, même avec des dessins plus ou moins rigolos. Pourquoi toutes les armées du monde qui sont faites pour tuer sont bénies par les missionnés des religions, alors d'où vient-elle la violence ? Puisque c'est si super votre après, pourquoi ne pas organiser directement des ballades de vie à trépas ? Ce qui éviterait de traverser cette longue vallée de larmes. Vous nous la laisseriez la longue vallée, à nous, les athées, les sans foi ni loi, les ni dieu ni maître. Écoutez, promis, on garde la maison bien proprette, entre nous. Peinards ! Vous, vous n'avez qu'à sauter des cases dans le jeu de la vie, des limbes au paradis, allé zou, emballé c'est pesé ! Vous filez à tire d'ailes vers vos béatitudes éternelles, nous saurons nous faire discrets et vous n'entendrez jamais parler de nous. Elle est bat c't'idée, je trouve. Chiche ? À nous les vallées de larmes de rire et à vous les paradis éthérés !

Pollution : élections alternées, ça roule un jour à droite, un jour à gauche, ras-le-bol, ça suffit !

GABAR

L'obscurantisme a toujours été le mode d'éclairage du pouvoir…

Il y a des choses avec lesquelles on ne rit pas. Pas assez !
Scutenaire

La bêtise est une bombe à fragmentation. Elle ne frappe pas seulement l'intelligence, sa cible de prédilection, elle se propage en trouant les consciences qui se mettent à pisser de partout. Celles – essentiellement gestionnaires – du monde étatique et politique ont célébré leur incontinence par des actions de grâce, qui leur étaient doublement profitables. Les notables ont pu, en toute immunité, remercier le ciel – fût-il celui d'Allah – de les avoir débarrassés d'une poignée d'irrévérencieux. Dans le même temps, ils se sont offerts, avec une pompe nationale française, cléricalo-laïque et républicaine, le luxe de sanctifier en martyrs de la libre-pensée des héritiers de Daumier et de Steinlen usant du droit, reconnu à chacun, de conchier en leur totalité les drapeaux, les religions, les margoulins politiques et bureaucratiques, les palotins au pouvoir (dont ceux qui jouèrent des coudes dans la manifestation ubuesque). Ils faisaient montre au demeurant de beaucoup de modération, si l'on compare *Charlie* à *L'Assiette au beurre*, au *Père Peinard*, à la *Feuille* de Zo d'Axa.

Sans doute n'a-t-on pas assez ri de cette messe œcuménique, célébrant les vertus d'une civilisation exemplaire, qui n'en finit pas de détruire les valeurs humaines au profit de la valeur marchande (il ne manquait au défilé de mannequins que Lehman Brothers, qui eût fait plaisir à Bernard Maris).

Passé l'onde de choc, si bien récupérée par les gens de pouvoir, que reste-t-il dans les décombres ?

Le même chaos psychologique et social, si profitable aux entreprises multinationales et aux mafias bancaires.

Le renforcement de la seule fonction encore assumée par l'État : la répression (de qui, de quoi ? Circulez, il n'y a rien à voir !).

Le clientélisme de gauche et de droite.

L'hypocrisie humanitaire et les victimes en quête de coupables.

La stratégie du bouc émissaire (ce n'est pas le système qui m'écrase, c'est mon voisin).

L'idéologie enfin, ce tout-à-l'égout et à l'ego des intellectuels. L'idéologie où prolifèrent des idées qui, séparées de la vie, la vident de sa substance et n'en sont que les simulacres.

Du XIXe siècle à il n'y a pas si longtemps, on s'est battu, torturé, massacré pour des idéologies, comme au XVIe siècle, où un poil de cul biblique envoyait au bûcher.

Hier la bonne parole communiste masquait les goulags, les prêches nationalistes envoyaient des millions d'hommes au casse-pipe, l'éloquence socialiste occultait la solidarité des corrompus, partout, sous la table des valeurs évangéliques, s'appliquait le « tuez-vous les uns les autres » (à quoi les Rwandais et les Yougoslaves ont au reste obtempéré sans avoir besoin de la religion).

Les idées passent, la tripaille reste. C'est ce que Lautréamont appelait la tache de sang intellectuelle.

Dans l'émotion provoquée par l'assassinat de *Charlie*, je n'ai pas entendu le cri de la vie. Or ce n'est pas la République, la France, la liberté de pensée qui ont été agressées, c'est notre droit de vivre comme nous voulons (je parle de vivre, non de cette survie où chacun fait où on lui dit de faire). Je ne dis pas que ce cri n'a pas retenti. Des millions d'êtres ont pressenti que ce qui était offensé, c'était leur humanité même. Je pense seulement que la conscience n'a pas encore fait son travail d'accouchement. Alors que l'obscurantisme émotionnel trouve partout des emplois.

Il faut en revenir à la base, à ce que nous vivons et voulons vivre, sans nous prendre au piège des symboles et des abstractions. Ce n'est pas si facile. Les grandes baudruches politiques ont crevé mais nous continuons à patauger dans leurs détritus.

Que reste-t-il de ces idéologies hier encore si puissantes ? Le clientélisme les a éviscérées. Les déclarations programmatiques n'ont que des résonances de pet médiatique. En revanche nous sommes environnés de ces paroles qu'évoque Rabelais : elles tournent affolées dans l'air parce que la gorge qui les a proférées, et où elles veulent retourner, a été tranchée.

On assassine la vie et les mots tournent en rond.

Qu'est-ce que la liberté de pensée sans la liberté de vivre ? Un « cause toujours » à l'usage du n'importe quoi. Le pouvoir se fout bien du peuple, il le piétine avec des mots en guise de bottines. Les bottes militaires ne sont même plus nécessaires.

Sous l'énormité du mensonge que l'économie diffuse à longueur de journée, il y a ceux qui courbent le dos, ceux que la peur du lendemain persuade d'avaler l'amertume du présent, ceux qui s'appauvrissent, s'enragent et se désespèrent sous le talon de fer du profit. Tout se joue sous le mensonge des mots.

La vie est aujourd'hui l'enjeu d'un véritable combat. Il se livre en chacun. La gueule de bois du désespoir, cet alcool frelaté, fait facilement vaciller et passer d'un comportement à son contraire. Entre résistance et passivité, on souhaiterait que la frontière fût nette. Elle ne l'est pas. Pourtant les enjeux sont clairs. La résignation et son impuissance hargneuse fabriquent avec une désolante facilité des apeurés

« Deux choses sont infinies : l'Univers et la bêtise humaine. Mais en ce qui concerne l'Univers, je n'en ai pas encore acquis la certitude absolue. »
Albert Einstein

Cette démocratie si parfaite fabrique elle-même son inconcevable ennemi : le terrorisme. Elle veut, en effet, être jugée sur ses ennemis plutôt que sur ses résultats. […] par rapport à ce terrorisme, tout le reste devra sembler plutôt acceptable, en tout cas plus rationnel et plus démocratique…
Guy Debord[1]

1. Guy-Ernest Debord, *Commentaires sur la société du spectacle*, éditions Gérard Lebovici, 1988.

ordinaires, des suicidaires, des tueurs, des terroristes (ainsi baptisés pour les distinguer des policiers en bavure, des milices des compagnies multinationales, des promoteurs immobiliers jetant les familles à la rue, des agioteurs multipliant le nombre de chômeurs, des ravageurs de l'environnement, des empoisonneurs de l'industrie agroalimentaire, des juristes du Marché transatlantique dont les lois l'emporteront sur celles des nations).

Vouloir vivre envers et contre tout est l'autre choix, plus passionnant, plus difficile : on est seul et il y a tout à créer. C'est cela ou sombrer dans la violence en la tournant contre soi et contre ses semblables.

Il n'est pas vrai que les mots tuent. Les mots servent seulement d'alibi aux tueurs. Quand l'énergie ne nourrit pas la joie de vivre, elle s'investit dans la haine, le ressentiment, le règlement de compte, la vengeance.

Avec sa peur du désir, de la nature, de la femme, de la vie libre, la religion est un grand réservoir de frustrations Ce n'est pas un hasard si les désespérés y puisent les mots qui leur permettront d'assouvir leur goût de la mort, des mots dont la sacralité invente du même coup ce qui la heurte et dont elle a besoin : le blasphème.

Le blasphème n'existant que pour le croyant, il suffit de faire glisser les mots comme des coquilles vides et de les remplir : attaquer la politique du gouvernement israélien, c'est être antisémite ; écrire « ni maître ni Allah », c'est être islamophobe ; dénoncer les curés pédophiles, c'est blesser le chrétien dans sa foi. Je ne sais plus qui disait : donnez-moi une phrase d'un auteur, et je le ferai pendre.

La violence endémique est partout, produite et stimulée par un système économique qui ruine les ressources de la planète, appauvrit la vie quotidienne, menace jusqu'à la simple survie des populations. Les multinationales ont intérêt à favoriser les conflits locaux et la guerre de tous contre tous. Quelles meilleures conditions que le chaos pour piller impunément la planète, empoisonner des régions entières avec le gaz de schiste ou l'exploitation des filons aurifères ? C'est une stratégie peu coûteuse que d'enrôler dans des affrontements absurdes des gens qui, avec un peu de réflexion, risqueraient de dénoncer les manœuvres des exploiteurs et de se liguer contre eux.

Allez donc jouer le jeu des commanditaires en accordant plus d'importance à certaines catégories d'assassins qu'à d'autres. Sous quel label rangerez-vous le taré qui, en Norvège, a massacré une centaine de personnes au nom de la pureté ethnique ? Et l'écolier qui un beau matin tue froidement ses compagnons de classe ?

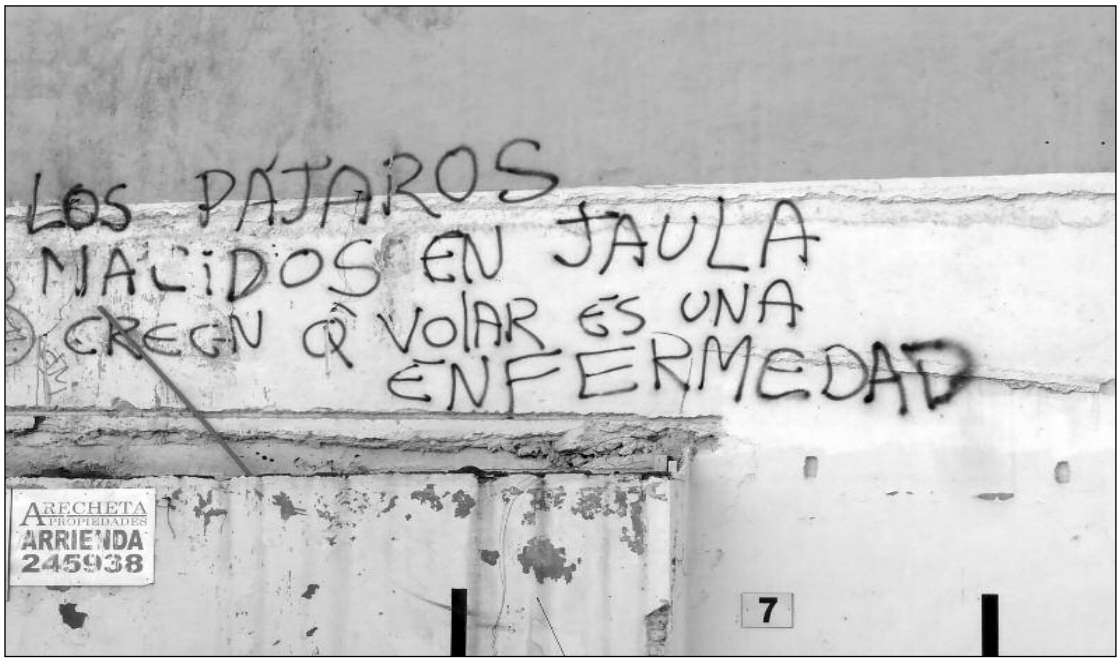
Encouragée ou non par des factions religieuses ou idéologiques, la bêtise a la même origine : l'ennui, la frustration, l'abrutissement, le désespoir, la sensation d'être pris au piège dont seul peut libérer un grand bond vers le néant.

C'est ce piège qu'il s'agit de briser en brisant l'économie marchande. Sur son passage, elle ne laisse aucune chance à la vie.

Il faudra bien que sur l'autre versant de la désespérance un grand rire se lève, un rire universel ne laissant aucune chance au commerce qui d'un homme fait une chose.

Le rire de la joie de vivre retrouvée.

RAOUL VANEIGEM, février 2015,
paru dans *El Batia Moûrt Soû*, journal satirique belge *(Le Bateau ivre)*, n° 71



Les oiseaux qui naissent en cage croient que voler est une maladie…
(Chili, février 2015)

Levée d'écrou pour Hafed Benotman

Quoi qu'en disent certains, Hafed Benotman, qui a reçu le 20 février dernier son ultime levée d'écrou, n'avait pas appris à écrire en prison. Mais ce fut lors d'un séjour en taule que le talent kaléidoscopique, foutraque et parfois éblouissant de cet écrivain natif comme l'or fut reconnu…

L'ÉCOLE avait laissé passer cette noire pépite, le gratifiant même d'un zéro pour plagiat lorsqu'il s'était avisé, à dix ans, d'écrire comme un mioche bronzé, issu de parents analphabètes, ne devrait pas avoir l'inconséquence de le faire. Le reste de sa vie, malgré la solidarité impuissante d'un riche réseau d'amis, sera à l'avenant. La seule chose que Hafed ait apprise en taule, c'est la lutte collective, et son combat anticarcéral, commencé avec *L'Envolée*, continuera bien après la fin de sa dernière peine. De liberté, il n'en existait pas à ses yeux d'autre que de choisir son enfermement, et les murs des prisons bouclaient ceux du dehors comme ceux du dedans.

Hafed a tout écrit

Des poèmes, des chansons, des aphorismes, des nouvelles, des pièces de théâtre, des contes, des romans, des scénarios, et nombre d'objets littéraires non identifiés. Je vais peut-être avoir l'air con, mais la personne à qui il me fait le plus penser, avec son humour féroce, sa verdeur autant que sa noirceur et son imagination baroque est Shakespeare. J'ai eu le bonheur d'illustrer un de ses contes, *Coco*, publié par les éditions Écorce. Ce fut aussi un acteur, un metteur en scène de théâtre, et il s'en fallut de peu qu'il ajoute une corde à son arc déjà en forme de harpe en devenant réalisateur. À part ça, le destin de son sac de peau aura fait une cible splendide pour cette forme de sadisme sans visage que recouvre l'acharnement administratif.

Insuffisant cardiaque à la suite d'un double infarctus non soigné en prison, l'État français, en lui refusant des papiers, lui interdira à la fois de bosser et de se soigner, et ce jusqu'à la toute fin. Je ne dirai rien de la dette contractée en braquant les banques, que dix-sept ans de vie au placard n'avait pas remboursée. Chacun sait que le sang, les heures, les dents, la jeunesse ou la santé d'un homme n'ont aucune valeur numéraire. Tombé gare Montparnasse, Hafed a connu son dernier entaulement en réanimation pendant trois semaines, et a subi une amputation de la jambe droite avant de tirer son chapeau. Il se peut que la gangrène qui a motivé cette opération soit due au fait que, lors de la mise en place de l'assistance circulatoire, on a peut-être omis d'irriguer la jambe du côté où la prise fémorale était installée. Il se peut, ce n'est pas sûr, et finalement on s'en fout. Mais ce dont on ne se fout pas, c'est que le croum interstellaire de l'agonie de Hafed retombe aujourd'hui sur la tête de sa femme Francine sans-papiers, elle aussi ancienne taularde. Hafed et Francine s'étaient mariés en zonzon sans contrat, et donc sous le régime de la communauté.

Punies car… punies

Soyez maudits jusqu'à la treizième génération, dit la Bible, et l'État français n'est pas en reste. Certaines personnes sont punies parce qu'elles ont été punies, les punitions s'emboîtant telles des poupées gigognes, depuis la première qui fut de

naître endetté par l'histoire, l'économie ou les hiérarchies sociales. De Hafed on retiendra que rien ne put l'empêcher d'être ce qu'il était : un prodigieux écrivain. Mais que, quand même, l'imbécillité, la mesquinerie, l'aveuglement et l'acharnement qui ont concouru à faire de sa vie un pareil chemin de croix nous laissent la bouche amère pour longtemps, même si le nombre des individus qui l'ont aimé et soutenu force l'admiration. Mais que peuvent les individus contre les systèmes ? Non, ils n'ont pas empêché Hafed d'écrire, mais ils lui ont pourri la vie et menacent à présent de pourrir, dans l'élan, celle de Francine. Que notre tendresse pour le mort ne nous empêche pas de soutenir la vivante, encore confrontée à l'aveugle stupidité institutionnelle qui a fini par avoir raison de son époux.

Pour finir, et puisque c'est de littérature qu'il est question comme seul espace possible de liberté pour Hafed, voici la postface d'un ouvrage dont j'ignore s'il est quelque part dans les tubes, et qui s'intitule ***5e mur***. Comment mieux parler de ce que fut pour lui écrire ?

J'ai aimé des livres auxquels je ne comprenais rien mais, que je ressentais fortement. J'ai aimé idem des auteurs dont je ne comprenais que le fait qu'ils sous-entendaient en avoir rien à foutre d'être ou non compris, me laissant par là même le droit d'interpréter comme bon me semble le bon conseil d'un sympathique « Lecteur, je t'emmerde ! » entre les lignes. Pas vrai Guyotat ? N'est-ce pas Cossery ? Bons amis.

Puis, écrivant, m'apparut que certains auteurs ne saisissent pas leur œuvre et que ce n'est grave en rien. Lire ce n'est pas forcément comprendre, comme voir n'est pas savoir. Ceci pour dire que je ne sais pas ce que j'ai écrit là avec ce mur n° 5 mais que ça n'a aucune importance, le livre ayant plus d'intérêt que moi qui suis d'un autre livre sous la plume d'un autre auteur qui, jour à jour, écrit ma vie sans pour autant être dans la biographie inutile et stérile. Je ne comprends pas plus totalement le livre que je ne comprends fondamentalement ma vie… tout comme vous. Alors je lis comme je vis et, d'écrire comme je meurs – un peu mieux chaque jour – fait que ce qui est grave n'est plus forcément l'important.

En fait chaque livre devrait peut-être avoir – ce serait la moindre des choses – joint, son mode d'emploi de lecture car parfois, pour certains d'entre eux, il ne suffit plus de savoir déchiffrer l'alphabet. Celui-ci, petite escalade mais possible grande dégringolade, est à lire en « rappels » comme pour l'alpinisme lorsqu'on descend dans un gouffre. Se lancer d'une traite dans le premier chapitre et faire une pause sitôt qu'on reconnaît dans le deuxième le point d'appui d'un thème ou la saillie d'un mot comme « Inaéens » ou alors, le palier d'un symbole comme « T.T.S. » ou « Iléon » afin que l'œil prévoie avant ce que la main au toucher reconnaîtra après pour une prise, de page en page, afin de s'élancer vers le chapitre suivant en tenant bon la ligne et ainsi de suite jusqu'à la fin qui sera – je l'espère – une fois les pieds sur terre, le début de votre vertige.

Je n'ai ni ambition ni vanité littéraire juste un orgueil d'Écriture, celui de m'être appris à Écrire par mes rencontres et non par des études.

Voilà, ceci dit vous pouvez lâchez la 4e de couverture… et du haut de l'épaisseur (quelques centimètres) de ce livre je vous souhaite…

Bon envol ou bonne chute.

Et allez, pour la route, un de ses si beaux poèmes :

CIMES

Éden perdu
où nichaient les ailés

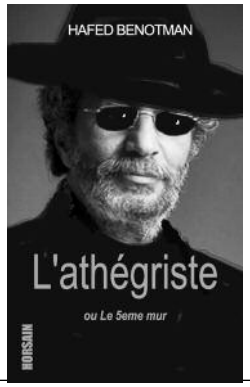
Ô petit dieu injuste
nous plaidons non coupable
car nous n'étions pas nus dessous nos peaux de singes
tatoués de symboles aux aiguilles d'arêtes et d'os

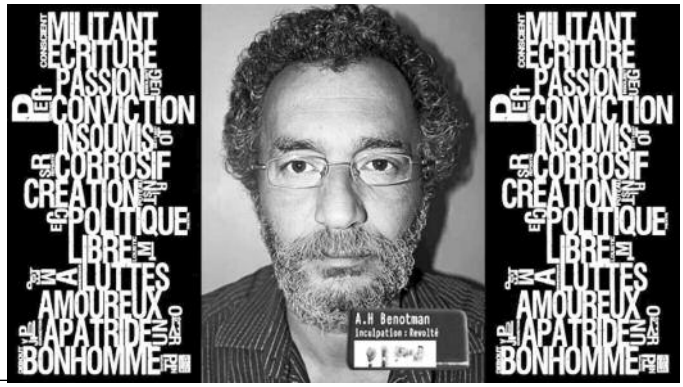
Non coupable pour ce matin de chute qui dura l'existence
avant de s'écraser sur le réel goudronné de chair fraîche

Non coupable
L'Homo-soleil et l'Humus-lune
L'un couché dans la gueule des mirages monstrueux
L'autre accroché aux crocs des ténèbres
et leurs griffes à tâtons dictant des chants funèbres

Oui
Il y avait bien un arbre
Un grand hermaphrodite
fruité d'immensité
fleuri d'éternité
Le même que nous rêvons quand nous dégringolons
agrippés au linceul d'une litière d'hôtel aux étoiles factices

LAURENCE BIBERFELD





Les aides à la presse ou le cancer de l'assistanat

SUPPRIMER LES AIDES PUBLIQUES pour ne pas creuser les déficits publics, en finir avec «*le cancer de l'assistanat*», tel est le refrain seriné par les éditorialistes de la presse nationale depuis des années. Ceux-ci oublient un peu vite que les journaux qui les rétribuent grassement se gavent comme oies et canards des mêmes aides publiques !

Les lecteurs de cette même presse, qui n'a pas de mots assez durs pour fustiger l'assistanat, financent avec leurs impôts depuis des années à coup de milliards d'euros les journaux qui réclament que les «pauvres» soient mis à la diète.

Ces dispositifs aberrants d'aide à une certaine presse sont peu connus. Sébastien Fontenelle, dans un petit livre récent, nous en donne un aperçu critique.

Les aides à la presse ont été instaurées en France à la fin du XVIII[e] siècle pour «*encourager la libre communication de pensée entre les citoyens*», et les chiffres sont impressionnants : entre 2009 et 2011, 5 milliards d'euros, soit 1,6 milliard par an, ce qui représente 15 à 20% du chiffre d'affaires de la presse. Le journal *Le Monde,* entre 2009 et 2013, a été doté de 90 millions d'euros, *Le Figaro* de Serge Dassault, auteur du bon mot sur «*le cancer de l'assistanat*», 85,9 millions…

En dépit de trois rapports successifs de la Cour des comptes, détaillés par Fontenelle, s'interrogeant sur le bien fondé de ces aides et cherchant à en évaluer la cohérence et l'efficacité, rien n'a bougé. Pourtant, dès le premier rapport en 1985, la dérive par rapport à l'objectif initial «*permettre aux citoyens de disposer de l'information la plus large possible et d'être en mesure de participer à la vie publique*» était dénoncée : les magazines de télévision et les journaux «people» reçoivent des aides ! Le rapporteur s'étonnait également que les phénomènes de concentration de la presse et leurs liens avec des grands groupes industriels, qui peuvent jouer sur l'objectivité des journalistes, ne soient pas pris en compte.

Dans la presse, presque rien n'a été dit des conclusions de ces rapports (le dernier date de 2013). «*Le gouffre, nous dit Fontenelle, où l'État engloutit chaque année des milliards d'euros dans un système dont l'efficacité reste à démontrer, est donc soigneusement dissimulé par les bénéficiaires de cet assistanat.*»

Le mot de la fin à Claude Jullien qui écrivait en 1990 dans *Le Monde diplomatique* : «*La presse la plus prospère, qui, dans la répartition des aides publiques, se taille la part du lion, est aussi celle qui chante avec le plus d'enthousiasme les vertus d'un libéralisme économique proscrivant toute intervention de l'État et qui, s'il était question de réformer ces aides, combattrait bec et ongles tout projet novateur.*»

SAGNA

• Sébastien Fontenelle, *Éditocrates sous perfusion : les aides publiques à la presse, trente ans de gabegie*, Libertalia, 2014.

Et pour les courageux :

• Cour des comptes, *Les Aides de l'État à la presse écrite*, Rapport public annuel 2013.

Protestation suprême

NOUS SOMMES EN CHINE en 1964 à la veille de la «Révolution culturelle».

Un jeune Parisien enseignant le français et étudiant le chinois noue un lien amoureux et clandestin avec Hsi Hsiao-jeou (Douceur de l'aube), une de ses élèves.

C'était ignorer les consignes du Parti communiste et la surveillance de la police.

La jeune femme est exilée. Son ami apprendra bien plus tard que sa compagne, revenue à Nankin au beau milieu des affrontements sanglants, fut sommée de se présenter devant une assemblée du peuple pour y être accusée du crime d'«intelligence avec l'étranger». Refusant cette humiliation, Douceur de l'aube se jette dans le vide du haut des bâtiments de l'université, renouant ainsi avec la tradition du suicide comme protestation politique suprême.

ANDRÉ BERNARD

Hervé Denès, *Douceur de l'aube*, L'Insomniaque, 2015, 96 p., 9 €.

Marchands de travail

Place de Grève, au XIXe siècle, Martin Nadaud, maçon creusois, cherchait de l'embauche en négociant sa force de travail diminuée par de multiples accidents de chantier. Pour sortir de la misère, il fit du « marchandage », mais dut recruter ses parents et compagnons limousins en les trompant. Il ne le supporta plus et milita, lorsqu'il finit par siéger à l'Assemblée nationale, contre le « marchandage ».

Le *marchandage*, défini comme « toute opération à but lucratif de fourniture de main-d'œuvre qui a pour effet de causer un préjudice au salarié qu'elle concerne », est aujourd'hui interdit. La dernière loi sur l'interdiction du marchandage date de 1973, mais, un an avant l'intérim, était légalisé, permettant à des commerciaux d'intérim de gagner de l'argent en fournissant de la main-d'œuvre à prix cassé aux entreprises.

L'intérim représente aujourd'hui 500 000 emplois à temps plein, cinq fois plus qu'il y a trente ans : ¾ sont des ouvriers, 20 % dans le bâtiment et 40 % dans le reste de l'industrie : un salarié sur 13 dans la construction, mais un mort sur 8 !

Marchands de travail nous plonge dans l'univers de l'intérim du bâtiment. Les deux auteurs, un sociologue et une documentariste ont interrogé cinq « commerciaux d'intérim » sur leurs parcours de vie. Peu diplômés, ils peuvent gagner de 4 000 à 10 000 euros par mois : leur boulot « vendre du travail humain », les intérimaires, « nos gens », sont leur marchandise,

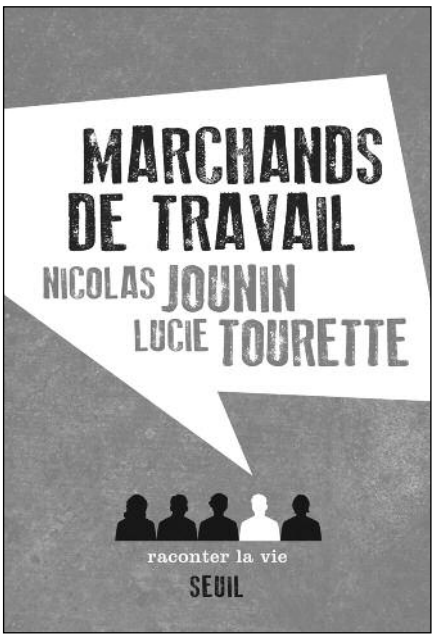
« *Les commerciaux d'intérim que nous avons rencontrés se débattent dans les contradictions de leur métier qui est de vendre du travail humain. Ils désignent leurs confrères les moins scrupuleux comme "marchands de viande", quand eux se verraient plutôt comme des "assistantes sociales" faisant même de la concurrence à celles qui en ont officiellement le titre.* »

• Il y a Samira, fille d'ouvrier algérien, qui ne montre pas à ses intérimaires qu'elle comprend l'arabe pour épier leurs conversations. Ils l'appellent « la Préfecture » parce qu'elle refuse les intérimaires qui présentent de faux papiers – pratique courante.

• Il y a Samuel, le Portugais qui a un CAP de carrosserie et gère un « vivier » de 200 intérimaires. Indépendant, son revenu est constitué d'une ponction de 30 à 40 % sur la marge que l'agence d'intérim dégage grâce à l'affaire qu'il lui apporte.

• Philippe, l'héritier qui graisse la patte des agents de l'État censés réprimer les aspects illégaux de son activité, en particulier la présence sur le chantier de travailleurs sans papier. Philippe n'hésite pas à faire venir chaque matin, en tenue, des « dormants » au cas où un client appelle ; si personne n'appelle, les dormants repartent chez eux sans mission et sans contrepartie financière ! Et de conclure en riant : « *C'est un peu mafieux, quand même notre métier !* »

• Étienne, qui raconte son agence occupée par ses intérimaires sans-papiers qui veulent être régularisés, s'exprime avec un mélange de naïveté et de cynisme : « Quand il y a eu ce problème-là, j'ai pensé à arrêter ce métier, parce que j'étais vraiment dégoûté. Un intérimaire que vous avez fait bosser pendant sept à huit ans et que vous avez traité au même titre que n'importe quelle personne, un Breton, un Normand et qui vous occupe l'agence en vous traitant d'esclavagiste, franchement, j'ai pas compris ! »



Pour en savoir plus sur ce mode de travail qu'est l'intérim « briseur de grève » et qui reporte les aléas de l'activité économique sur les travailleurs incités par leur précarité à prendre de gros risques, il faut lire ce livre.

Sagna

• Nicolas Jounin, Lucie Tourette, *Marchands de travail*, Seuil, Raconter la vie 2014.

Abonnement à *Creuse-Citron*

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

Au fabuleux destin

café-spectacle à la p'tite semaine
rue Cerclier, quartier du Petit-Saint-Jean à Aubusson
du jeudi au samedi de 18 à 22 heures, spectacle à 20 heures

mai

Samedi 2 mai : *La vérité sur la vérité* Conférence musico-illogique par M.A.O. Musique, chant, parole, poésie, improvisation.

Jeudi 7 mai : *Vers l'alliance aux Gnaouas*. Film documentaire de Lætitia Gigot.
Les Gnaouas sont les descendants d'anciens esclaves originaires du Sénégal, du Mali, du Soudan, du Ghana. Ils vivent aujourd'hui au Maroc. Leurs anciennes croyances fusionnant avec le monde musulman, ils ont créé un syncrétisme singulier où le pouvoir de guérison de la musique joue un rôle primordial.

Vendredi 8 mai : *Jazz piano-bar.* Concert par Kasper, pianiste en vadrouille.

Samedi 9 mai : *Voix hispaniques.* Concert par Sabine Viret.
Sabine Viret chante le plus souvent en castillan et en catalan, et pour celles et ceux à qui les noms de Lluis Llach, de Paco Ibanez rappellent quelque chose, voici un plaisir d'oreille et de cœur à ne pas manquer.

Jeudi 14 mai 19h : *Edvard Munch*. Film de Peter Watkins (1974, 210 mn) en présence de Patrick Watkins.
Une biographie très subjective des jeunes années du peintre expressionniste norvégien, aux prises avec les conventions de la société puritaine de son temps. Un film considéré par beaucoup comme la meilleure œuvre jamais consacrée à l'acte créatif et à la peinture : « Un travail de génie » selon Ingmar Bergman. À travers son montage audacieux qui revisite les techniques documentaires et narratives, Edvard Munch est autant un cri personnel de Peter Watkins qu'un portrait de l'artiste et de son milieu.
Comme dans chaque film de Peter Watkins, nous sommes entraînés dans une véritable expérience cinématographique où les formes et le temps habituels du documentaire sont remis en cause radicalement.

Vendredi 15 mai : *Banjo !* Concert par Colin Faivre.

Samedi 16 mai 19h : Vernissage des œuvres de AHA.

20h : *200Kil Crew* / Gus & Nestor Concert hip-hop.

Mercredi 20 mai 15h30 : *Graines de folies, Fleurs de sagesse*. Promenade contée au pas de l'âne.

Jeudi 21 mai : *Non, l'hébreu n'est pas du chinois !* Petite conférence initiatique.

Samedi 23 mai : *Carnet de voyages* .Concert multilingue par le trio Djaämi.

Jeudi 28 mai : Réunion mensuelle des bénévoles du Fabuleux Destin.

Vendredi 29 mai : *To Trio*. Concert de jazz manouche.

Samedi 30 mai 19h30 : *Le Village aujourd'hui*. Une projection documentaire - Un livre en débat. Lectures : Brigitte Baudère.
En partenariat avec la librairie La Licorne.

juin

Jeudi 4 juin : Sac à malices Scène ouverte.

Vendredi 5 juin : *Le Batteur.* D'après la nouvelle de Serge Flamenbaum. Grégory Bommelaere à la batterie, Daniel Fatous à la voix, Olivier Philippson aux accordéons.

Samedi 6 juin : *Le Bonheur à titre provisoire*. Théâtre par la Compagnie Serge & Marcelle.

Jeudi 11 juin : *La Gueule de l'emploi*. Film de Didier Cros (2011, 84mn) Un recrutement sur deux journées par un cabinet spécialisé. Des candidats humiliés, dressés les uns contre les autres. Un film assez hallucinant sur les rapports de domination dans l'entreprise moderne. Il met en évidence un processus de déshumanisation des ressources humaines, consistant à valoriser et susciter des comportements agressifs, individualistes, la guerre de tous contre tous, aux dépens de la solidarité, et de l'empathie. Ce processus obtient la complicité de chacun, candidat et recruteur, à sa réalisation. Ceci au nom du fait, pour les candidats, qu'il faut trouver un emploi à tout prix et, pour les recruteurs, que « ce sera encore plus dur dans le monde du travail ».

Vendredi 12 juin : *Trio Mi-Folk Mi-Raisin*. Concert-Bal. Jérémie Paitrault au violon, Olivier Philippson à l'accordéon, Aurélien Prugnaud à la guitare, au bodhram et aux bones.

Samedi 13 juin, 19h : Vernissage des dessins de Gérard Nicollet, sur nos cimaises, et de l'exposition *L'imaginaire du quotidien*, dans le jardin.

20h : *Asonie.* Concert-lecture. Texte de Gérard Nicollet, accompagné par Yannick Lemesle, en « live » électronique.

Jeudi 18 juin : *Mississippi*. Concert. F. Légland : contrebasse, compositions. A. Bisset : flûte traversière, piccolo. P. Cadier : saxophone ténor. B. Torre : batterie.

Vendredi 19 juin : *Centres d'accueil pour demandeurs d'asile* Télé Millevaches, magazine juin 2015.
À Eymoutiers et à Peyrelevade, des CADA ouvrent leurs portes. Télé Millevaches part à la rencontre de ces lieux d'accueil, à la rencontre des demandeurs d'asile et de la population locale qui s'organise pour les soutenir.

Samedi 20 juin à partir de 19h : Faites de la musique ! En compagnie d'Antoine Trémollière et Michel Bauza.

Mercredi 24 juin 15h30 : *Tip tap ton corps.* Spectacle jeune public, par Claudia Urrutia.

Jeudi 25 juin : Réunion mensuelle des bénévoles du Fabuleux Destin.

Vendredi 26 juin de 19h30 à 22h : *Plop ! Petit laboratoire opérationnel de philosophie*, animé par Arnaud Gosselin. Le PLOP ! C'est d'abord un jeu, un exercice sous forme d'atelier. L'atelier est à prix libre. Il peut donner lieu à d'autres séances, pour mener à bien les idées qui auront germé. Pour cette première, un thème est proposé : Y a-t-il une alternative à l'alternative ?... On peut amener son casse-croûte à partager.

Samedi 27 juin : Ciné-Concert : *Le Cabinet du Docteur Caligari*. Film muet de Robert Wiene (1920, 70mn). Création musicale : Nadia Lena Blue.
Francis ne peut s'empêcher de construire son propre monde, imaginaire, déformé, qui a du sens pour lui. Mais soudain s'impose un dénouement irrévocable : ce monde, qui constitue une vérité pour le fou, il faut l'éradiquer. Le film met en évidence la vision d'un homme atteint d'une folie réparatrice par l'action du délire.
Nadia Lena Blue compose et improvise en direct un paysage sonore éthéré et inquiétant qui donne à ce film une autre dimension. Elle trouble le spectateur et l'invite à se demander où est véritablement la réalité.

16e Jardins jeudis de la Spouze

La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon
05 55 62 20 61

Spectacles tout public à 21h, participation libre.
Direction artistique Mélodie Le Bihan.

Juillet

Lundi 13 : *Gabriel Nigond, le livre de Thomas Gagnepain, soldat de la Grande Guerre*, par Jean-Claude Bray.
Jeudi 16 : *Duo Aramis Monroy*, violons, les grands classiques.
Lundi 20 : *Jaurès, la voix*, d'André Benedetto par Boris et René Bourdet.
Jeudi 23 : *Récital chansons de Jacques Prévert*, Isabelle Tourbier et René Bourdet.
Vendredi 24 : *Jean Philippon, communard et exilé de l'Empire* (Trois-Fonds), Bernard Pinet : vidéo.
Lundi 27 : *Lettres à Annie* d'Antonin Artaud, avec Martine Altenburger.
Jeudi 30 : *Duo à tue-tête*, Julien Martin et Claudia Urrutia, récital de chansons *a cappella*.
Vendredi 31: *Les Deux Guerres de Marc Bloch*, historien et résistant, par Daniel Dayen.

Août

Lundi 3 : *Récital de Berthold Brecht* avec Michel Parot.
Jeudi 6 : *La barbe !* par Mélodie Le Bihan.
Vendredi 7 : *Lettres à Lou* de Guillaume Appolinaire, avec Mélodie Le Bihan et Pauline Cazier.
Lundi 10 : *Dîner de tête* de Jacques Prévert avec Mélodie Le Bihan et René Bourdet.
Jeudi 13 : *Et moi je joue de l'orgue de barbarie !* Chansons et poèmes de Prévert par Mélodie Le Bihan.
Lundi 17 : *Les 5 noms de résistance de Georges Guingouin* d'Armand Gatti, théatre.
Jeudi 20 : *Ensemble Volta : ondes Martenot,* dans le cadre du festival Le bruit de la musique (billetterie).
Lundi 24 : *Michel Zevaco, anarchiste et romancier populaire*, par Luce Roudier, lectures Franz B.
Jeudi 27 : *Récital chansons de Prévert, Mouloudji, Ferré, Ferrat*, par Isabelle Tourbier et René Bourdet.
Vendredi 28 : *Mon village dans la tourmente (la Celle-sous-Gouzon 1939/1945)*, vidéos et récits.

20-22 août 2015 : Le Bruit de la Musique #3
Festival d'aventures sonores et artistiques
Saint-Silvain-sous-Toulx & Toulx-Sainte-Croix (Creuse)

La Naute

23190 Champagnat-St-Domet 05 55 67 12 54 — www.lanaute.com

Samedi 9 mai 19h30 : *Joe Driscoll & Sekou Kouyaté*
(billetterie / tarif à préciser).
Quand Joe Driscoll rencontre Sekou Kouyate à Marseille le rap rencontre la kora, avec un résultat phénoménal : une folle fusion d'afrobeat, hip-hop, folk et reggae qui défie toute catégorisation ou description.
Samedi 23 mai 21h30 : *HK & Les Saltimbanks*
(billetterie / tarif à préciser).
Kaddour Haddadi, dit « HK », se définit avant tout comme un « citoyen du monde » : un saltimbanque sans frontières. Avec les Saltimbanks, il nous propose une musique inclassable, toujours « en mouvement » nomade aux influences venues d'Afrique, d'Europe, d'Amérique teintée de Blues, de Chaâbi, de Hip-Hop et de Reggae.
Dimanche 31 mai toute la journée : Marché aux plants et autres produits locaux ! À partir de 10h et pour une bonne partie de la journée.
Vendredi 5 juin, 21h30 : Lamuzgueule
(5€ / 4€ adhérents).
Lamuzgueule vient secouer le transistor et chauffer le dancefloor. Show devant ! Chapeaux melon, fourrures et bretelles zébrées, le quintet propose un style unique et ravageur qui fusionne l'électro swing, le future groove, un flow hiphop, une section cuivres, des sonorités du bstep et quelques ambiances balkaniques.

Dimanche 7 juin 16h : *Voici Hector*
Un grand garçon qui casse tout dans la maison avec sa casserole. Comment les parents vont-ils s'y prendre pour adoucir les mœurs de leur fiston ?
Mise en scène et interprétation François Dieuaide, Christophe Gateau, Céline Laguës. Dès 3 ans, 30 mn, (5€/4€ adhérents).
Samedi 20 juin, à partir de 18h :
Fête de la musique, entrée libre.
Chaque été, l'association Naut'Active célèbre l'été et la musique de la plus belle des manières. Différents artistes se succèdent et offrent au public un riche éventail de ce que la scène régionale recèle de trésors. Éclectisme et convivialité sont les deux fils conducteurs de la soirée.
Dimanche 28 juin à partir de 16h :
NICHOIRS !!! Atelier écolo-ornito-bricolo (à partir de 4 ans)
Et si on fabriquait des nichoirs ?
On pourrait les fabriquer en atelier puis aller les installer à la lisière du bois et comme ça on pourrait observer des oiseaux toute l'année, de saisons en saisons, à l'occasion de chaque promenade.
Bonne idée. Yves va nous y aider...
Réservé aux adhérents Naut'Active (adhésion sur place 3€).

Bord-Saint-Georges
25 juillet
No mines land
2e rassemblement contre les Mines en Creuse et ailleurs
organisé par Stop-mines-23

Dans la dynamique de la journée internationale contre les projets miniers et l'extractivisme (22 juillet), pour contrer l'exploitation de type colonialiste que veulent nous faire subir les compagnies minières et pour préserver un cadre de vie encore acceptable, en Creuse et ailleurs, le collectif Stop-mines-23 organise une journée de contestation et de festivité : stands informatifs, conférences-débats, spectacles de rue, marché artisanal, concerts, etc. Avec la présence de représentants d'autres collectifs (Bretagne, Sarthe, Mayenne, Ariège, Guyane, Roumanie, etc.).

Guéret 13 juin
Manif nationale pour les services publics

En mars 2005, après une action symbolique de démission collective des élus, une manifestation nationale convergeait à Guéret (Creuse) pour des services publics de proximité garants de l'unité et l'égalité de tous nos territoires.

Dix ans après, le gouvernement socialiste poursuit la politique de baisse de la dépense publique menée par ses prédécesseurs. Il considère les services publics, nationaux et locaux, ainsi que les droits sociaux comme une charge insupportable, jouant ainsi son rôle de larbin du capitalisme et des multinationales.

À l'appel de 50 organisations syndicales et politiques nationales, de collectifs locaux ou généraux de défense et de développement des services publics, une grande manifestation nationale est appelée à Guéret le 13 juin pour affirmer la valeur du « service public » comme bien commun de toutes et tous.

En 2005, nous avions accueilli avec des boules de neige François Hollande qui prétendait défiler avec nous ; espérons que ces pantins se proclamant socialistes n'auront pas le front de vouloir manifester s'il ne veulent pas recevoir un accueil à la hauteur de leur duplicité.

10h place Varillas, une dizaine de stands à thèmes, buvettes et stands de restauration.
12h à 15h, meeting dans la grande salle de la mairie.
15h manifestation dans Guéret avec marionnette géante, groupes musicaux, etc.
18h, tables rondes et d'informations, restauration.
20h à 2h concerts sur l'esplanade de la mairie.
Dimanche 14 juin : lancement des Assises des services publics du XXIe siècle sous forme sans doute de ruches dans la grande salle de la mairie de 10h à 12h.

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*, 42, Grande Rue
Au fabuleux destin café-spectacle, rue Cerclier
Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue
Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue
Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*, 4 rue Vaveix
Bonnat (Malval) : *Aux grenouilles*
Boussac bourg : *Ferme Chauveix*
Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*
Chambon-sur-Voueize : *Bar Aux deux pianos*
Champagnat / St-Domet : Étang de la Naute
Colondannes : *Auberge du prieuré*
Dun le Palestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots
Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*
Cinéma *Alpha*
Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*
Ressourcerie *Le Monde allant vers*
Café des enfants
Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*
Ressourcerie *Court-circuit*
Gargilesse-Dampierre : *Auberge de la Chaumerette*
Guéret : Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché
Coop des champs, rue de Lavilatte
Bar de la poste, rue Martinet
Librairie *Les Belles images*, rue É.-France
Librairie *Au fil des pages*, place du Marché
Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat
Solecobois, 14, av. Fayolle
La-Jonchère-St-Maurice : *Le Radeau actif*
La Souterraine : *Le Panier du coin*
Lépaud : *Relais de Combraille*
Limoges : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte
Undersounds, 6, rue de Gorre
Montluçon : Librairie *Le Talon d'Achille,*
8, pl. Notre-Dame
Royère-de-Vassivière : Bar *L'Atelier*
St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*
Sardent : Bar *Chez Josiane* ; Épicerie *Vival*
Sur le plateau et les marchés : Épicerie itinérante *Le Temps des cerises*

et sur *http://creuse-citron.revolublog.com*

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.
Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 21

Courrier postal : Creuse-Citron
BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@ free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
SCRIBUS (www.scribus.net)
Impression : Espace Copie Plan, Guéret

La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.